REVUE TRIMESTRIELLE

DIX-SEPTIÈME VOLUME.

Cinquième année. — Tome premier.

JEAN-BAPTISTE VAN HELMONT.
DES RELATIONS COMMERCIALES DES BELGES AVEC L'ANGLETERRE.
DESCARTES. — LA RÉVOLUTION BELGE DE 1830.
NÉCESSITÉ D'UN NOUVEAU SYMBOLE. — LE CA-GRIMANI.
POÉSIES. — UN JETON DE 1685.
CAUSES DU RÉTABLISSEMENT DE L'EMPIRE FRANÇAIS.
DISCUSSION SUR LE LIBRE ÉCHANGE. — LA CAMPAGNE DE 1815.
LE TUNNEL SOUS-MARIN.
REVUE POLITIQUE. — REVUE PHILOSOPHIQUE.
CHRONIQUE DES CONFÉRENCES. — CORRESPONDANCE.
REVUE LITTÉRAIRE.

BRUXELLES,
BUREAU DE LA REVUE TRIMESTRIELLE,
RUE SAINT-LAZARE, 25.

HENRI SAMUEL, IMPRIMEUR-ÉDITEUR, RUE DES SECOURS, 7.

JANVIER 1858.

Digitized by Google

rogènes; mêlant sans discernement le certain et l'incertain, le vrai et le faux; confondant sans cesse la réalité avec les plus étranges hallucinations; mettant, à la place des notions les plus positives, les rêveries les plus extravagantes, et prenant pour la science les productions les plus bizarres de l'imagination; ces doctrines finissent par dépouiller la raison de toute mesure, de tout critérium de certitude, et par livrer, sans guide et sans frein, les intelligences aux inspirations d'un mysticisme aveugle et désordonné. Où elles aboutissent en définitive, c'est ce que le bon sens et l'histoire nous enseignent. La pensée, fatiguée de tant d'excès; éperdue au milieu de ce chaos; épuisée par tant d'efforts impuissants pour arriver à la connaissance, cherche enfin un asile dans l'incrédulité et dans le doute. Le scepticisme est le dernier terme de cette série d'aberrations.

I.-B. ANNOOT.

Digitized by Google

LA RÉVOLUTION BELGE DE 1830[1].

SOULÈVEMENT DES PROVINCES ET BOMBARDEMENT D'ANVERS.

§ I

La victoire remportée à Bruxelles fut l'œuvre exclusive du peuple, dans le sens le plus étendu du mot, car les hommes qui l'avaient entraîné, et qui auraient dû le guider, s'étaient tous enfui à l'heure du danger. Lorsque le succès fut assuré, on les vit tous accourir pour l'exploiter dans le sens de leurs passions, de leurs intérêts égoïstes ou de leurs inspirations personnelles. Dans le combat qu'il venait de soutenir, le peuple n'avait considéré qu'une chose, un duel engagé pour une question d'honneur national. Provoqué, insulté par la presse hollandaise, il avait relevé le gant, et s'était battu, bravement battu. La victoire ayant couronné ses efforts, il

[1] Voir les précédents articles de M. Huybrecht, t. XIII, p. 232-282, t. XIV, p. 149-208, et t. XV, p. 85-137.

Digitized by Google

regarda le différend comme terminé : son horizon politique ne s'étendait pas au delà du champ clos.

Un seul acte, hâtons-nous de le dire, vint ternir la victoire, ce fut le pillage et l'incendie de l'hôtel de M. Meeus, le 27 septembre. Cet hôtel avait servi de retranchement contre les attaques de patriotes. On attribuait à son propriétaire des opinions orangistes. Ces deux motifs, habilement exploités sans doute par des ennemis personnels de M. Meeus, furent la cause d'un acte de lèse-civilisation, que l'histoire ne doit pas négliger de signaler aux générations futures comme déshonorant les meilleures causes.

La démoralisation produite dans les rangs de l'armée des Pays-Bas par l'évacuation de Bruxelles, et le retentissement qu'elle eut dans le reste du pays furent inouïs. La France en 1792, et la Prusse à la bataille de Iéna, offrent seules des exemples d'une dissolution aussi rapide. Au contact des populations enthousiastes, enflammées par le succès remporté à Bruxelles, les autorités civiles et militaires perdirent la tête, entrèrent en capitulation avec elles, et leur abandonnèrent les places confiées à leur honneur. La coupable faiblesse de la plupart des chefs provoqua des trahisons, et poussa les soldats belges à abandonner leur drapeau. En moins de trois semaines, toutes les places fortes, à l'exception des citadelles d'Anvers, de Maestricht et de Venloo, arborèrent le drapeau de l'insurrection. Dans chaque province, dans chaque grande ville, s'engagea, sur une moindre échelle, une lutte semblable à celle dont Bruxelles venait d'être le théâtre, et dont elle donna le signal. Pour compléter notre récit, nous esquisserons rapidement chacune de ces révolutions locales.

Depuis l'évacuation de la ville de Liége par la troupe, l'ordre avait été sévèrement maintenu par la garde

Digitized by Google

communale et la garde bourgeoise. Les meneurs s'étaient vus arrêtés dans leurs tentatives de pillage, et de construction des barricades. Par une proclamation signée du commandant de la place et de tous les officiers supérieurs de la garde bourgeoise, on déclara *hors la loi* tous les pillards. Toutefois on ne comprima point le mouvement national : les volontaires s'organisèrent, et, de concert avec les gardes bourgeoises, ils se décidèrent à repousser toute force armée qui tenterait de s'introduire en ville ou de renforcer la garnison des forts. Le gouverneur civil, Sandberg, hollandais de naissance, restait à son poste, et dirigeait l'administration, comme si aucune atteinte n'avait encore été portée à l'ordre légal.

Le 19 septembre, cet état de tranquillité apparent fut troublé par un événement fortuit. Un jeune homme, nommé Wibrin, se promenant en vue du fort de la Chartreuse, fut tué par un factionnaire. En un moment toute la population fut sur pied. On s'excita à la vengeance. Les volontaires montèrent à l'assaut du fort et s'en rendirent maîtres, non sans avoir éprouvé de grandes pertes.

Ce premier exploit, qui les constitua en guerre ouverte avec la troupe, décida les Liégeois à diriger deux colonnes de volontaires sur Orey, village situé à quatre lieues de Liége, et occupé par un fort détachement de la garnison de Maestricht, qui avait pour but d'intercepter tout envoi de secours à Bruxelles.

Dans la soirée du 21 septembre, une colonne de 1,000 hommes marcha sur Orey par la chaussée de Bruxelles; une autre, d'une force moindre, se dirigea sur Tongres. Vers minuit la colonne principale arriva en présence des avant-postes ennemis. On les somma de se rendre; ils répondirent par une fusillade. Le

Digitized by Google

corps hollandais, évalué à environ 4,000 hommes, se laissa mettre en déroute, abandonnant des armes, des bagages, des munitions et une caisse militaire contenant plusieurs milliers de francs, qu'on rapporta comme trophée à Liége.

Le 24 septembre, en apprenant que la lutte était définitivement engagée à Bruxelles, les Liégeois y envoyèrent deux nouveaux détachements comme renfort. Ils furent arrêtés en route par la division Kortheyligers, qu'ils ne cessèrent de harceler et dont ils paralysèrent les mouvements pour se rapprocher de Bruxelles.

Le 26 septembre, le gouverneur Sandberg et tous les employés supérieurs, ayant connu le résultat des événements de Bruxelles, quittèrent Liége. Les hommes du mouvement formèrent à l'instant même une commission administrative; mais les notables intervinrent aussitôt, et refusèrent de reconnaître son autorité. Ils eurent assez d'influence pour déférer le pouvoir à la députation provinciale, en remplacement du gouverneur, et invitèrent instamment tous les fonctionaires publics à continuer leurs fonctions.

Le 27, le général Daine s'avance à la tête de 3,000 hommes jusqu'aux portes de Liége, et obtient du comte de Berlaimont, commandant de la force armée, de faire entrer un convoi de vivres dans la citadelle. Le peuple et les volontaires s'y opposent. Daine se retire jusque dans la plaine de Sainte-Walburge, fait demi-tour, et ordonne à ses cuirassiers de charger les patriotes qui harcèlent sa marche. Ceux-ci sont sabrés et foulés aux pieds des chevaux. Poursuivant un premier succès, les cuirassiers pénétrent dans le faubourg à la suite des fuyards. Accueillis par la mitraille et une vive fusillade partant des maisons et des jardins, ils sont repoussés en désordre, et abandonnent aux patrio-

Digitized by Google

tes trois pièces d'artillerie et tout le convoi de vivres. La garnison de la citadelle tenta une sortie pour donner la main au général Daine. Refoulée, elle évacua la citadelle le 4 octobre.

Le passage triomphal de M. de Potter par Ath, le 27 septembre, décida du sort de cette place forte. L'enthousiasme de la population fut porté au comble. Le général commandant voulut y mettre un terme en déclarant la place en état de siége. La troupe, composée en général de jeunes miliciens, appelés à dissiper les attroupements et à faire feu sur leurs compatriotes, désobéirent à leurs officiers. Les bourgeois intervinrent, désarmèrent et arrêtèrent les officiers hollandais, et se rendirent ainsi maîtres d'une place contenant d'immenses approvisionnements de guerre. Le lendemain, 28, le major Vandersmissen se présenta au nom du gouvernement provisoire pour prendre possession de la place. L'artillerie de campagne et des munitions, escortées de soldats belges, furent immédiatement expédiées sur Bruxelles.

La prise d'Ath mit en émoi la population de Tournai, comprimée par la citadelle et une garnison de 3,000 hommes. Le 28 septembre, le peuple se souleva, désarma les postes ou les força de se retirer dans la citadelle. Le général Wauthier, belge de naissance, était résolu de se défendre vigoureusement; mais il avait compté sans ses soldats qui n'avaient que 400 Hollandais parmi eux. Ceux-ci attirèrent quelques bourgeois dans un piége, en tuèrent et en blessèrent plusieurs. Les soldats belges, indignés de cette perfidie, se révoltent contre leurs officiers, enfoncent les portes de la citadelle et se réfugient en ville. Abandonné de ses soldats et réduit pour toute défense aux officiers et à quelques Hollandais, le général Wauthier capitula dans la nuit du 28 au 29 septembre.

Digitized by Google

Mons, la principale place forte de la frontière du midi, avait su maintenir l'ordre dans ses murs, grâce aux généraux George et Duvivier, et à M. Macar, gouverneur de la province, dont les deux derniers étaient Belges. Ces trois fonctionnaires, agissant de concert et avec une grande circonspection, laissèrent s'organiser la garde bourgeoise et semblaient être d'accord avec l'impulsion populaire.

Le 20 septembre, le lieutenant-général Howen vint prendre le commandement supérieur de la place. Le lendemain le peuple s'attroupa, et courut à la recherche du nouveau général qu'il prétendait chasser de la ville. Celui-ci se réfugia à l'arsenal et y réunit toute la garnison au nombre de 4,000 à 5,000 hommes. Le peuple l'y suivit, fit mine d'attaquer ce poste fortifié, mais, s'apercevant qu'il lui manquait des armes, il retourna à l'intérieur de la ville, désarma le poste de la grand'-garde de l'hôtel de ville, et se précipita vers la porte de Nimy pour s'en rendre maître et faire entrer les hommes de la campagne, qui accouraient à son secours. Le lieutenant d'Alcantara, commandant ce poste, se conduisit avec une grande fermeté, ne se laissa point déconcerter, et tint la multitude à distance par un feu bien nourri. Le général Howen, en apprenant à l'arsenal les dangers que courait cet officier, ordonna au général Duvivier d'aller le dégager avec un bataillon et une pièce d'artillerie. Traversant la ville en silence au milieu de la nuit, ce général vint attaquer les forces populaires par derrière et les mit entre deux feux. Dès les premières décharges, une quarantaine d'individus furent tués ou blessés. La foule se dispersa en un clin d'œil dans toutes les directions, et l'ordre se trouva momentanément rétabli.

Le lendemain 22, le gouverneur militaire proclama

Digitized by Google

l'état de siége. On procéda au désarmement de la garde bourgeoise. Il établit son quartier-général à l'*Hôtel de la Régence*, qu'il fit garder, en permanence, par un bataillon d'infanterie et une demi-batterie d'artillerie, dont les pièces étaient chargées à mitraille.

Le gouvernement provisoire comprit, dès l'abord, l'importance de la place de Mons, la clef des grandes communications avec la France. Sa conquête devait être le complément de la victoire de Bruxelles et le moyen de recevoir des secours de la France et d'établir avec elle une communication régulière. Le gouvernement était informé de la manière vigoureuse avec laquelle le nouveau gouverneur maintenait l'ordre, et des difficultés qu'il aurait à vaincre pour atteindre son but. Il ne fallait pas songer à s'emparer de Mons par la force. On avisa aux moyens de provoquer à la défection le général Duvivier, qui était le beau-frère de M. Alexandre Gendebien.

Le général Duvivier était un brave et ancien militaire de l'empire, mais dépourvu des qualités qu'exigeait sa position, et dirigé par son aide-de-camp, le capitaine Buzen, doué d'un esprit retors et homme à expédients. On se décida à lui envoyer un délégué porteur d'un brevet de lieutenant-général et d'un arrêté qui lui confiait le commandement supérieur de la place. On confia cette mission, des plus dangereuses, à M. F. Chazal, qui, sans tenir compte des conséquences qu'elle pouvait entraîner pour lui, se rendit immédiatement à Mons, pénétra hardiment dans la place, et se présenta, le 27 septembre, au général Duvivier, auquel il rendit compte de sa mission. Pris au dépourvu, craignant de se compromettre, le général, d'une main, mit en poche le brevet de lieutenant-général, et, de l'autre, fit signe aux officiers qui l'entouraient d'arrêter M. Chazal et de

Digitized by Google

le conduire auprès du commandant supérieur de la place.

Le général Howen, comprenant la portée de la mission de M. Chazal et des résultats qu'elle produirait s'il faisait preuve d'hésitation, prit le parti de faire acte d'énergie et d'empêcher toute nouvelle tentative de ce genre. Il considéra M. Chazal comme un émissaire provoquant ses troupes à la défection, le fit jeter dans un cachot, et lui annonça que le lendemain matin il le ferait fusiller.

L'arrivée d'un délégué du gouvernement provisoire dans la place, le traitement rigoureux qu'on lui faisait subir, produisirent une grande fermentation parmi la population et parmi la garnison. On prit la résolution de le sauver.

Le capitaine Buzen mit tout en œuvre pour décider son général à embrasser la cause nationale et à accepter le commandement que lui offrait le gouvernement provisoire. Ne parvenant pas à vaincre ses scrupules, il finit par en obtenir la promesse qu'il garderait une sorte de neutralité et qu'il le laisserait agir comme il l'entendrait.

Buzen rallia dans la nuit plusieurs officiers et obtint leur coopération à un projet qui ne compromettrait personne si l'issue n'en était pas favorable : il s'agissait d'amener la défection de la troupe par un mouvement spontané qu'on ne pourrait attribuer qu'à l'effervescence du moment.

Le 29 septembre, à six heures du matin, une voix donna le signal de l'insurrection militaire, en criant en face du bataillon de garde, placé devant l'hôtel du gouverneur : *Vivent les Belges!* Le coup fut décisif. A l'instant tout le bataillon se débande, se répand en ville, entraîne les autres troupes, et, toutes ensemble, quit-

Digitized by Google

tent aussitôt la place avec armes et bagages pour rentrer dans leurs foyers. Le général Howen descend sur la place d'armes, où il est bientôt rejoint par le général Duvivier, tout le corps d'officiers et quelques soldats restés fidèles au drapeau. Là, il dut être témoin impassible d'un acte qui compléta la défection totale de la garnison et livra la place au gouvernement provisoire : le commandant de la gendarmerie, le lieutenant de Ladrière, ordonna à deux gendarmes d'aller arborer le drapeau belge au balcon de l'hôtel de ville. Immédiatement après, MM. Buzen et Ladrière s'emparèrent de l'autorité, et firent arrêter le général gouverneur et tous les officiers hollandais. Le général Howen fut conduit le même jour à Bruxelles, et, par une de ces vicissitudes étranges, dont les révolutions seules sont prodigues, il fut confié à la garde de M. Chazal, qu'il avait eu l'intention de faire fusiller au moment où la défection de son bataillon de garde l'abandonna à lui-même.

On peut justifier une défection générale, en masse, produite par une de ces causes instantanées, irrésistibles, comme on en voit naître dans toutes les grandes commotions; mais l'histoire flétrit l'officier qui, infidèle à son serment, à l'honneur de son drapeau, trahit froidement son chef, sans oser s'exposer de sa personne, et sans être mû par de fortes convictions. Les pouvoirs révolutionnaires peuvent momentanément glorifier et récompenser ces sortes d'actions; mais ils ne tardent pas eux-mêmes à être victimes du relâchement des liens sociaux qu'ils ont provoqués. C'est ainsi qu'en février 1831, nous verrons le général Duvivier prendre part à une insurrection pour renverser le gouvernement provisoire et pour amener la restauration de la maison d'Orange.

Maîtres de l'importante place forte de Mons, les con-

Digitized by Google

jurés expédièrent à Charleroi le lieutenant Greindl, pour amener la défection de la garnison. Il réussit sans peine. Les officiers et les soldats hollandais évacuèrent la place le 5 octobre.

Le commandement de Namur avait été confié au lieutenant-général Van Geen, Belge, officier général d'une grande distinction. Il avait sous ses ordres une garnison de 2,000 hommes. Dès le 14 septembre, il avait déclaré la place en état de siége. L'ordre fut sévèrement maintenu, et tous les attroupements furent à l'instant dissipés par les baïonnettes.

En apprenant les journées de septembre, le général Van Geen redoubla de sévérité et de vigilance. Il exaspéra ainsi le peuple, qu'il parvint à comprimer jusqu'au 1er octobre.

Ce jour-là, le peuple se décida à entrer en lutte avec la garnison. Vers neuf heures du matin, un groupe d'hommes traverse la Grand'Place en demandant des armes. La grande garde, sans formalité, fait feu et en tue quelques-uns. Ce fut le signal de l'insurrection. Le tocsin sonne, les masses s'enflamment, s'agitent, désarment les postes isolées, dépavent les rues et forment des barricades. Une lutte sanglante s'engage, dure jusqu'à neuf heures du soir, et a pour résultat la retraite de la garnison dans la citadelle, abandonnant la ville au peuple. Celui-ci s'empresse d'en ouvrir les portes aux nombreux auxiliaires de la campagne et des localités avoisinantes.

Retiré dans la citadelle, menacé d'une défection générale, Van Geen fut forcé de capituler. Il obtint de retourner en Hollande avec les officiers, sous-officiers et soldats hollandais.

Dinant, Philippeville, Marienbourg et le château de Huy, gardés par de faibles garnisons, composées en

Digitized by Google

général de soldats belges, suivirent l'exemple de la garnison de Namur. Le 5 octobre, la province se trouva entièrement soustraite au pouvoir du gouvernement des Pays-Bas.

Dès le 24 septembre, le mouvement se propagea dans le Limbourg et le Luxembourg. Maestricht et Venloo, occupés par des garnisons hollandaises, restèrent seuls au pouvoir du gouvernement des Pays-Bas. Le 27 septembre, la faible garnison d'Arlon fut forcée de se retirer dans la forteresse de Luxembourg. Tout le reste de la province arbora les couleurs de l'insurrection.

La ville de Gand, dont les intérêts étaient liés au maintien du gouvernement des Pays-Bas, à cause de son industrie cotonnière qui trouvait un débouché des plus favorables dans les colonies des Indes orientales, ne manifesta aucun mouvement avant le 28 septembre au soir. Un attroupement se forma, ce jour-là, sur la place d'Armes, et fut dissipé par la garde communale à cheval.

Le lendemain 29, le peuple, instruit des événements de Bruxelles, préluda à l'insurrection. La force armée intervint, fit feu dans la rue des Champs, tua et blessa plusieurs hommes. Quoique le mouvement fût dompté pour le moment, le gouverneur civil Van Doorn, Hollandais, prit la fuite, et toutes les autorités supérieures suivirent son exemple. Livré à lui-même, le colonel Destombes se retira dans la citadelle avec la garnison, abandonnant la garde de la ville à la garde bourgeoise, qui, toujours fidèle au gouvernement des Pays-Bas, refusa de reconnaître l'autorité du gouvernement provisoire.

Bruges et Ostende devancèrent Gand. Dès le 26, la population de Bruges s'insurgea. La garnison lui tint tête un moment, tua et blessa quelques hommes. Au

Digitized by Google

même moment, le général Schepern, commandant la place d'Ostende, fut assailli par la population. Il pria son collègue, le général Goethals, commandant à Bruges, de venir à son secours. Celui-ci, croyant agir dans l'intérêt du gouvernement, résolut d'abandonner une ville ouverte, où la défense contre une population soulevée était impossible, et de renforcer Ostende, place forte maritime dont la conservation était autrement importante que celle de Bruges. Il abandonna cette dernière ville, le 1er octobre, à la tête de trois bataillons d'infanterie, et entra, dans la soirée, dans les murs d'Ostende. Mais à peine ses soldats eurent-ils pénétré dans leurs casernes, qu'ils se soulevèrent sous prétexte qu'on voulait les embarquer pour la Hollande. Ils arrachèrent leurs cocardes, repoussèrent leurs officiers, et se répandirent en ville dans le plus grand désordre, puis abandonnèrent la place pour regagner leurs foyers.

Les deux généraux Goethals et Schepern restèrent seuls, entourés de cadres et d'une cinquantaine de vieux soldats. Le général Schepern, craignant pour lui-même et pour ses compatriotes le ressentiment de la population qu'il avait comprimée pendant quelques jours, s'embarqua, le 2 octobre, pour la Hollande, avec 120 personnes.

Dans l'espace de moins de huit jours, toute l'armée avait rompu les liens de la discipline, s'était dissoute, et avait entraîné la reddition de toutes les places fortes du pays, formant l'un des systèmes de défense les plus formidables de l'Europe. La cause de cette dissolution de l'armée, nous l'avons décrite ailleurs. Elle était due tout entière à son organisation vicieuse. Le gouvernement avait des paysans habillés en soldats, sans esprit de corps, sans attachement au drapeau. C'étaient tous des jeunes gens, qu'on arrachait à la charrue ou à l'ate-

Digitized by Google

lier, pour les réunir pendant sept à huit mois, à l'effet de les habiller et de leur apprendre les premiers éléments de l'exercice. On les renvoyait ensuite, avec des permissions illimitées, dans leurs foyers, où ils s'empressaient de reprendre les goûts et les habitudes de la vie civile, envisageant avec crainte et dégoût le moment où l'on pourrait les rappeler sous les armes.

« Le résultat le plus positif et le plus frappant de la » victoire fut la consolidation de l'autorité du gouver- » nement; son origine vague et douteuse, sa création » presque énigmatique *sortie de ses propres mains*, » avaient laissé dans les esprits une sorte d'irrésolu- » tion mêlée de défiance; on lui avait jusqu'alors fort » mal obéi et même on s'en était un peu moqué; il était » perdu et disparaissait pour toujours, si la force le » contraignait à quitter Bruxelles pendant vingt-quatre » heures [1]. »

Du 22 au 23 septembre, au soir, M. Pletinckx, représenta, à lui seul, toute l'autorité. Le 24, dans la soirée, MM. d'Hooghvorst, Ch. Rogier et Jolly constituèrent un comité de sûreté. L'arrivée de MM. Gendebien, Van de Weyer et de Mérode, le transformèrent le 25 en gouvernement provisoire. Pour lui donner plus de consistance et une représentation plus effective de l'opinion publique, ils s'adjoignirent MM. Coppyn, Van der Linden et Nicolaï.

Les éléments si hétérogènes de ce nouveau gouvernement devaient se compléter par un personnage que tous redoutaient, que tous considéraient comme un obstacle à leurs projets respectifs, et qu'une immense popularité leur imposait l'obligation de rappeler et de s'adjoindre : c'était M. de Potter. Ils ne se décidèrent

[1] *Esquisses historiques de la Révolution belge.*

Digitized by Google

toutefois à le rappeler que lorsqu'ils apprirent qu'il avait déjà franchi la frontière. L'arrêté du rappel est du 27 et des plus laconiques : on l'invitait, ainsi que tous les Belges résidant en France, à rentrer dans sa patrie.

M. de Potter s'était mis en route sans attendre leur invitation, et fit son entrée en Belgique le 29 septembre. « L'immense popularité, à laquelle M. de Potter était » arrivé, surpassait tout ce qu'on avait vu jusqu'alors ; » Van der Noot même, en 1790, et le prince d'Orange, » en 1815, avaient excité moins d'enthousiasme. Sa » marche depuis Tournai, où il fut reconnu, fut véritablement une marche triomphale. Il parcourut les » vingt lieues qui séparent cette ville de Bruxelles, » porté dans les bras des populations qui accouraient » de tous côtés pour le voir. Les bourgmestres, les » différentes autorités, les sociétés d'harmonie, se » disputaient l'honneur de le recevoir et de lui servir » d'escorte. A Tournai, Leuze, Ath, Enghien, Hal et » enfin à Bruxelles, ses chevaux furent dételés, et sa » voiture traînée par le peuple, malgré son opposition » réelle ou simulée. L'air retentissait des cris de *Vive* » *la liberté! Vive De Potter! Vive le La Fayette de la Bel-* » *gique ! Vive notre défenseur*. Les dames se disputaient » l'honneur de l'embrasser et lui offraient des fleurs et » des lauriers, en versant des larmes de joie et d'émotion.

» Il arriva, à six heures, à la porte d'Anderlecht, » accompagné d'un corps de volontaires armés, qui » l'avait rejoint pendant la route, et il fut reçu par un » nombreux détachement de la garde civique et plus de » 20,000 citoyens. Il se rendit à pied à l'hôtel de ville, » suivi d'une multitude immense, et fut reçu par les » membres du gouvernement provisoire qui l'embrassèrent à l'étouffer, en le proclament le principal au-

Digitized by Google

» teur de la révolution. A sept heures, il se montra au » balcon, d'où il harangua le peuple, et un tonnerre » d'applaudissements accueillit ses paroles [1]. »

Le lendemain de son arrivée, M. de Potter prit place parmi les membres du gouvernement provisoire. Il s'empressa de faire sa profession de foi, en adressant à ses concitoyens une lettre de remerciement pour l'accueil qu'il en avait reçu. Il la termina en proclamant. « *Liberté* » *pour tous! égalité pour tous devant le pouvoir suprême,* » *la nation, et devant sa volonté, la loi! Peuple! ce que* » *nous sommes, nous le sommes par vous; ce que nous vou-* » *lons, nous le voulons pour vous!* »

Le 29 septembre, le gouvernement provisoire choisit dans son sein un comité central ou exécutif, qui fut composé de MM. de Potter, de Mérode, Rogier, Van de Weyer et Gendebien. On organisa des ministères, sous le nom de comités. Celui des affaires étrangères fut confié à M. Van de Weyer; la justice à M. Gendebien; les finances à M. Coghen; la guerre à M. Jolly.

§ II

Pendant que l'indépendance nationale était conquise à Bruxelles, et consacrée par l'établissement d'un gouvernement provisoire qui assumait la responsabilité d'un pouvoir souverain, que se passait-il en Hollande?

Nous avons vu plus haut que le roi Guillaume avait ouvert, le 13 septembre, la session extraordinaire des

[1] *Esquisses historiques de la Révolution Belge.*

Digitized by Google

états-généraux. Par un message du même jour, il leur soumettait les deux questions suivantes :

« 1° Si l'expérience a indiqué la nécessité de modifier » nos institutions nationales. »

« 2° Si, en ce cas, il convient, dans l'intérêt du bien » général, de changer ce qui est établi par des traités » et la loi fondamentale entre les deux grandes divi- » sions du royaume. »

La rédaction de ces deux questions indique la pensée du gouvernement. Si la séparation fût entrée dans ses vues, il l'aurait posée d'une manière plus explicite. Nous avons, d'ailleurs, suffisamment développé les motifs qui devaient engager le roi à maintenir son œuvre dans son intégrité. Tout en exprimant le désir que ces questions fussent promptement résolues, il s'en rapporta au dévouement de quelques députés pour traîner les débats en longueur, en attendant que le prince Frédéric coupât le nœud gordien par l'occupation de la ville rebelle.

Lorsque les premières nouvelles de la résistance parvinrent à La Haye, à la présomption succédèrent successivement la colère, et bientôt l'abattement. Au lieu de soumettre les Belges par la force des armes, on s'écriait de toutes parts qu'il fallait les chasser de la communauté, rompre cette communauté au plus tôt. Informé d'heure en heure de ce qui se passait, le gouvernement, débordé, d'une part, par l'opinion publique en Hollande, pressé, de l'autre, par la situation dans laquelle se trouvait la Belgique, précipita les débats. Les deux questions posées dans le message furent résolues affirmativement dans les séances des 28 et 29 septembre : la première à la majorité de 50 voix contre 44; la seconde à la majorité de 55 voix contre 43. Le gouvernement s'empressa de clore la session, afin que les

Digitized by Google

députés belges pussent, au plus tôt, rentrer chez eux, et exercer, sur la marche du nouveau gouvernement, la part légitime d'influence à laquelle tous avaient des droits incontestables par leur position sociale, et quelques-uns par leurs talents,

La situation était grave, mais elle n'était pas désespérée aussi longtemps qu'on restait en possession d'Anvers, la métropole du commerce et la clef de la Belgique. En effet, il n'y avait pas de Belgique viable sans Anvers, et tant que cette place restait au pouvoir de la Hollande, tôt ou tard il fallait compter avec cette puissance. La possession lui en paraissait d'autant plus assurée que le haut commerce, la bourgeoisie, dans la crainte de voir ses intérêts compromis, condamnaient hautement la révolution. La ligne de conduite à suivre, ainsi qu'on le voit, était toute tracée : envoyer, en hâte, le prince d'Orange à Anvers avec des pouvoirs illimités. Il était le seul lien qui rattachât encore les deux parties du royaume; et la promesse solennelle que lui avaient faite tous les notables réunis, à Bruxelles, pendant son dernier séjour, de maintenir la dynastie, lui était une garantie que tous les hommes influents lui faciliteraient sa tâche. La mission ostensible du prince consistait à se mettre à la tête du mouvement, à considérer la séparation comme opérée de fait; sa mission secrète, à supplanter le gouvernement provisoire, à exciter contre lui la jalousie de personnages beaucoup plus importants, retenus, jusque-là, à La Haye, par la session extraordinaire; à renvoyer, en Belgique, tous les généraux, officiers et soldats belges, pour contrebalancer, en sa faveur, l'influence des patriotes et des étrangers qui devaient naturellement prétendre, comme récompense, à des positions prépondérantes dans la nouvelle armée nationale; enfin à conclure un armistice, afin de per-

Digitized by Google

mettre à la Hollande de réorganiser l'armée et de compléter ses armements.

Le prince d'Orange arriva à Anvers, le 5 octobre, suivi de MM. le duc d'Ursel, les ministres de la Coste et Van Gobbelschroy, le comte d'Arschot, le comte de Celles et plusieurs autres membres des états-généraux. Le prince trouva là son frère Frédéric. « L'entrevue des deux princes, « dit M. White, » était embarrassante. La gloire chevaleresque d'une longue lignée de héros était ternie dans la personne d'un de leurs descendants. Les lauriers cueillis par le prince d'Orange dans vingt batailles — et, comparé à la moins sanglante de ces batailles, le combat de Bruxelles n'était qu'une escarmouche — se trouvaient flétris, et l'éclat des armes de sa famille était obscurci par la conduite de son propre frère. Sa pâleur, l'abattement et les souffrances morales du prince Frédéric, la conviction que les désastres devaient être attribués non à lui-même personnellement, mais au plan vicieux de l'attaque et à l'abus qu'on avait fait de sa confiance, tout affecta profondément le prince d'Orange, et, malgré l'amertume des sentiments qui remplissaient son cœur, il se jeta dans les bras de son frère et pleura. »

Dominant son émotion, le prince réunit immédiatement en conseil les ministres et les personnages qui l'avaient suivi de La Haye, les constitua en gouvernement, et fit publier la proclamation suivante :

« Aux habitants des provinces méridionales du royaume.

» Chargé temporairement par le Roi, notre Auguste Père, du gouvernement des provinces méridionales, nous revenons au milieu de vous, avec l'espoir d'y concourir au rétablissement de l'ordre, au bonheur de la patrie. Notre cœur saigne des maux

Digitized by Google

que vous avez soufferts. Puissions-nous, secondé des efforts de tous les bons citoyens, prévenir les calamités qui pourront vous menacer encore. En vous quittant, nous avons porté aux pieds du trône les vœux émis par beaucoup d'entre vous pour une séparation entre les deux parties du royaume, qui néanmoins resteraient soumises au même sceptre. Ce vœu a été accueilli. Mais avant que le mode et les conditions de cette grande mesure puissent être déterminés dans les formes constitutionnelles, accompagnées d'inévitables lenteurs, déjà S. M. accorde provisoirement une administration distincte dont je suis le chef, et qui est toute composée de Belges. Les affaires s'y traiteront avec les administrations et les particuliers dans la langue qu'ils choisiront. Toutes les places dépendantes de ce gouvernement seront données aux habitants des provinces qui le composent. La plus grande liberté sera laissée à l'instruction de la jeunesse. D'autres améliorations encore répondront au vœu de la nation et aux besoins du temps. Compatriotes, nous ne vous demandons pour réaliser ces espérances que d'unir vos efforts aux nôtres, et dès lors nous garantissons l'oubli de toutes les fautes politiques qui auront précédé la présente proclamation. Pour mieux atteindre ce but que nous nous proposons, nous invoquons toutes les lumières, nous nous entourerons de plusieurs habitants notables et distingués par leur patriotisme. Que tous ceux qu'anime le même sentiment s'approchent de nous avec confiance. Belges! c'est par de tels moyens que nous espérons sauver avec vous cette belle contrée qui nous est si chère.

Signé, Guillaume, prince d'Orange.

Anvers, 5 octobre 1830.

Le même jour, le roi Guillaume publiait, en Hollande, une proclamation adressée exclusivement aux Hollandais, laquelle était l'antithèse de celle qui précède. En les mettant en regard l'une de l'autre, on s'aperçoit aisément de la politique tortueuse dans laquelle s'engageaient le roi et le prince son fils : les résultats n'en

Digitized by Google

pouvaient être douteux pour tout homme qui avait suivi attentivement la marche de la révolution. Cette pièce a acquis une importance historique qui nous autorise à la transcrire littéralement et entièrement.

PROCLAMATION ROYALE.

« Nous Guillaume, etc.

» Habitants des provinces du Nord ! — Fidèle au serment fait à la constitution, en conséquence des obligations que nous devions remplir à l'égard de nos sujets, nous avons essayé en vain tous les moyens pour apaiser la révolte armée qui a lieu dans les provinces méridionales. Dans l'impossibilité, par suite des événements qui se sont passés avec la plus grande rapidité, de protéger les fidèles habitants de ces provinces contre une force supérieure, nous sentons qu'il est nécessaire de nous occuper uniquement du bien-être de cette partie de notre royaume, dont la fidélité à notre maison et aux institutions d'un état social bien organisé s'est manifestée d'une manière positive. Vous voyez avec quelle rapidité la conduite à laquelle une multitude digne de pitié a été portée, a amené de terribles désastres. Votre prudence, la fidélité à vos devoirs, votre attachement au bien, et surtout votre croyance en Dieu, vengeur des injustices, vous ont empêchés d'être entraînés par le torrent. Le maintien de cette liberté dont les Pays-Bas ont joui pendant des siècles, serait alors peut-être pour toujours impossible, et votre perte certaine. Habitants des contrées fidèles, vos forces sont nécessaires en ce moment pour protéger votre patrie. La position du royaume exige qu'un armement général s'effectue tout de suite, et que son énergie soit employé pour conserver tout ce qui vous est cher et sacré. La loi fondamentale prescrit, dans des circonstances semblables à celles où nous nous trouvons, comme un des premiers devoirs des habitants du royaume, de prendre les armes. Cet ordre s'accorde avec vos vœux. Eh bien, *aux armes!* à la pressante demande de votre souverain; *aux armes!* pour la cause de l'ordre et des lois; *aux*

Digitized by Google

armes! sous la protection du Dieu tout-puissant, qui a si souvent sauvé les Pays-Bas et la maison d'Orange des plus grands dangers.

« Nous chargeons les administrations des villes et des communes de prendre tout de suite les mesures par lesquelles ces armements de volontaires peuvent s'effectuer le plus promptement et de la manière la plus utile au but proposé, dans les différentes localités. Elles recevront sous peu de notre part les instructions nécessaires. »

Signé, Guillaume.

La Haye, le 5 octobre 1830.

Ainsi, le même jour, alors que le prince s'adressait aux Belges en termes conciliants, promettait, de la part de son père, l'accession à tous leurs vœux, leur annonçait l'organisation d'un gouvernement belge, dont il se déclarait le chef, — ce même jour, le roi adressait aux Hollandais un véritable manifeste de guerre : il en appelait aux armes. Il est impossible de s'y méprendre : le père et le fils étaient d'accord. Le prince devait chercher à endormir les Belges dans une fausse sécurité, tandis que le roi armerait les Hollandais pour les soumettre au premier moment propice. Aussi le gouvernement provisoire n'eut garde de tomber dans le piége, et prit toutes les mesures pour faire face aux nécessités de sa position.

En attendant, le prince mit tous ses partisans en campagne pour tâter le terrain et rechercher l'appui du gouvernement provisoire. Sur les rapports qu'il en reçut, il se décida à envoyer auprès de ce gouvernement un agent neutre, le prince Koslowsky, qui, disgrâcié à la cour de Saint-Pétersbourg, habitait à cette époque la ville de Gand. A son arrivée à Bruxelles, il se mit immédiatement en communication avec M. Cartwright, secrétaire de la légation anglaise, et les généraux d'Hooghvorst et Van Halen.

Digitized by Google

L'entretien entre le prince Koslowsky et les principaux membres du gouvernement provisoire fit ressortir la divergence des idées et des prétentions qui les divisaient. A la proclamation de l'indépendance nationale que le gouvernement mettait en avant, le prince opposait la légitimité et les droits héréditaires de la maison d'Orange; à l'invocation de l'accomplissement de la promesse qu'avait faite tous les membres du gouvernement provisoire, à l'exception de M. de Potter, de maintenir la dynastie, ceux-ci répondaient que leur promesse avait été effacée par la violation des serments de la dynastie et par le sang versé à Bruxelles. Enfin à l'idée que le prince d'Orange n'était pas éloigné d'une union avec la Hollande et de proposer un traité d'alliance à son père, on lui opposait la résolution d'exiger une séparation absolue et irrévocable, une séparation qui ne fût pas octroyée par la couronne, mais qui lui fût arrachée par la force; de sorte qu'il renonçait à toute obéissance future à l'ex-roi. « En un mot, « dit M. White, » il n'y avait même pas une seule disposition préliminaire sur laquelle ils pussent tomber d'accord. Qu'il vienne parmi nous, disaient quelques membres du gouvernement provisoire, seul, comme Belge, ou accompagné de Belges; qu'il se jette dans nos bras, et qu'il se fie aux votes du peuple. Nous ne pouvons lui offrir de garantie; mais ce sont les seules chances qui lui restent. Quelques membres du gouvernement provisoire, il est vrai, n'étaient pas éloignés d'accepter les offres du prince; mais ils doutaient de l'étendue et de la durée de leur propre influence, dominés qu'ils étaient par leur véritable chef, M. de Potter, qui, dans ce moment, d'un souffle aurait pu élever un orage assez puissant pour les renverser tous. »

La majorité des membres du gouvernement provi-

Digitized by Google

soire était, en effet, toute disposée en faveur du prince d'Orange. La masse de la nation n'avait aucune aversion pour sa personne ; mais les hommes du mouvement, les étrangers, qui espéraient garder les emplois et les grades qu'ils occupaient, et craignant la réaction et le retour de la domination hollandaise, menaçaient, à l'aide des volontaires et de la multitude, tous ceux qu'on croyait favorables à la cause du prince, et paralysèrent, par un système d'intimidation, leurs efforts et leurs intrigues en sa faveur.

Se jeter, sans garantie, dans les bras de la révolution, dominée encore par la multitude, se fier aux votes du peuple, rompre ouvertement avec son père, eût été indigne d'un prince qui se respectait, et ne lui eût, selon toutes les probabilités, valu que la honte d'être repoussé à la fois par les Belges et par les Hollandais. Aux yeux du grand nombre, la proclamation par laquelle Guillaume Ier appelait les Hollandais aux armes, au nom du roi, de leur patrie et de leur Dieu, — triple invocation qui suffisait, à cette époque, pour les préparer aux plus grands sacrifices, — donnait le droit de considérer la conduite du prince et ses avances comme entachées de duplicité. Pour s'exposer à se rendre au milieu des Belges, sa position n'était pas assez tranchée. Il comprit enfin combien elle était embarrassante, et, pour en finir, il tenta une démarche décisive. Le 16 octobre, dix jours après son arrivée à Anvers, il adressa au peuple belge la proclamation suivante :

« Belges !

» Depuis que je me suis adressé à vous par ma proclamation du 5 du présent mois, j'ai étudié avec soin votre position ; je la comprends et vous reconnais comme nation indépendante ; c'est

Digitized by Google

vous dire que dans les provinces où j'exerce un grand pouvoir, je ne m'opposerai en rien à vos droits de citoyens; choisissez librement, et par le *même mode* que vos compatriotes des autres provinces, des députés pour le congrès national qui se prépare, et allez y débattre les intérêts de la patrie.

» Je me mets ainsi, dans les provinces que je gouverne, à la tête du mouvement qui vous mène vers un état de choses nouveau et stable dont la nationalité fera la force.

» Voilà le langage de celui qui versa son sang pour l'indépendance de votre sol, et qui veut s'associer à vos efforts pour établir votre nationalité politique. »

Signé, GUILLAUME, prince d'Orange,

Anvers, 16 octobre 1830.

C'était là un acte très-politique, quelle que fût l'arrière-pensée du prince. En s'associant à l'œuvre que le congrès national allait bientôt édifier, et à laquelle il ne pouvait s'opposer, en déclarant qu'il se mettait à la tête du mouvement, il devait infailliblement rallier à sa cause la majorité de l'assemblée nationale appelée à choisir le chef de l'État. Au premier abord, cette proclamation n'obtint pas tout le résultat qu'il en avait espéré. Il devait rencontrer, sur le terrain où il se plaçait, l'opposition de tous les partis extrêmes, — encore maîtres, pour le moment, de la multitude, — dont les uns n'avaient pas perdu tout espoir d'obtenir une réunion à la France, les autres de voir se réaliser leur rêve de république, et dont quelques-uns, par ferveur religieuse, voulait à tout prix se délivrer, dans l'avenir, d'un prince protestant, devant être l'ennemi naturel des idées qu'ils voulaient resemer dans le pays. Cependant, avec l'aide du temps, et de la réaction qu'il fait naître dans les esprits, cette démarche aurait produit les fruits qu'il s'en promettait; mais le destin se prononçait constamment contre chacune des démarches qu'il fai-

Digitized by Google

sait pour ramener la paix. Chaque pas dans cette voie souleva l'indignation dans le cœur des Hollandais, et força le roi, son père, à la partager pour ne pas s'aliéner leurs affections, qui formaient les fondements de sa puissance. Dans un moment de colère et d'indignation, dit-on, qui peuvent avoir été réelles ou feintes, le roi retira au prince les pouvoirs qu'il lui avait donnés, et exhala son mécontentement dans un message royal qui peut être considéré comme une abdication anticipée de son pouvoir en Belgique.

NN. et PP. SS.,

« Il paraît sans aucun doute, par la proclamation de notre bien-aimé fils, le prince d'Orange, publiée le 16 de ce mois à Anvers,—et dont les causes qui y ont donné lieu nous sont si peu connues que nous ne pouvons en calculer les suites,—que la reconnaissance du pouvoir légal dans les provinces méridionales a entièrement cessé.

» Dans cet état de choses, nos soins doivent dès à présent uniquement se borner aux fidèles provinces du Nord; ainsi leurs moyens et leurs forces y seront non-seulement employés dans leur propre intérêt, mais toutes les mesures du pouvoir légal concerneront uniquement ces provinces.

» Les projets qui seront envoyés de notre part à votre assemblée seront faits dans ces vues. Nous désirons aussi qu'ils soient considérés et traités de cette manière par VV. NN. PP., et qu'elles se considèrent dès à présent comme représentant seulement les provinces du Nord, en attendant ce qui sera décidé, de concert avec nos alliés, à l'égard des provinces méridionales. »

Signé, GUILLAUME.

La Haye, 20 octobre 1830.

Digitized by Google

De son côté, le gouvernement provisoire, déjà soupçonné d'être en négociation avec le prince d'Orange, crut se justifier en publiant la pièce suivante : « Il déclarait que Guillaume d'Orange, ayant reconnu l'indépendance des provinces méridionales, s'était placé dans la nécessité de choisir entre la qualité de sujet belge ou de sujet hollandais : que, s'il se déclarait pour la dernière alternative, il serait en hostilité flagrante avec le peuple belge ; que, dans l'autre cas, il devrait se faire naturaliser, reconnaître le gouvernement, se soumettre aux lois et descendre au niveau de tout autre citoyen belge. Enfin, qu'en reconnaissant l'indépendance de la Belgique et la légalité d'un congrès national, Guillaume de Nassau avait implicitement reconnu la nullité de ses droits et de ceux de sa famille. »

La proclamation d'indépendance du prince est du 16 octobre, le message du roi qui la désapprouve implicitement est du 20, et ce n'est que le 25 du même mois que le prince annonça son départ en persistant à exprimer aux Belges les mêmes sentiments que ceux qui l'animaient à son arrivée. C'est la preuve la plus évidente que le roi et le prince étaient d'accord quant à la politique à suivre à l'égard de la Belgique ; car, du 16 au 25, alors qu'il devait connaître l'opinion de son père sur sa conduite, il fit d'inutiles efforts pour gagner le gouvernement provisoire à sa cause. Il renvoya, enfin, en Belgique, tous les officiers, sous-officiers et soldats belges qui se trouvaient encore à Anvers.

Désillusionné sur l'influence qu'il avait cru pouvoir exercer dans le gouvernement provisoire, sur la puissance que prétendaient avoir en Belgique ses partisans, ayant vu rejeter dédaigneusement sa demande d'armistice, qui était, sans doute, une des parties les plus importantes de sa mission politique, — d'autre

Digitized by Google

part, effrayé de l'improbation qu'excitait sa conduite en Hollande et de l'impopularité qui en rejaillissait sur sa personne, il fit ses adieux aux provinces belges, et s'embarqua pour Rotterdam. Dans la proclamation qu'il fit publier à cette occasion, il annonça clairement qu'il n'abandonnait pas la partie, et qu'il se réservait pour des circonstances plus favorables.

« Belges !

» J'ai tâché de vous faire tout le bien qu'il a été en mon pouvoir d'opérer, sans avoir pu atteindre le noble but auquel tendaient mes efforts : *la pacification de vos belles provinces*. Vous allez maintenant délibérer sur les intérêts de la patrie dans le congrès national qui se prépare. Je crois donc avoir rempli, pour autant qu'il dépendait de moi, en ce moment, mes devoirs envers vous, et je pense en remplir encore un bien pénible en m'éloignant de votre sol, pour aller attendre ailleurs l'issue du mouvement politique de la Belgique; mais, de loin comme de près, mes vœux sont avec vous, et je tâcherai toujours de contribuer à votre véritable bien-être. Habitants d'Anvers, vous qui m'avez donné, pendant mon séjour dans votre ville, tant de marques de votre attachement, je reviendrai, je l'espère, dans des temps plus calmes, pour concourir avec vous à l'accroissement de la prospérité de cette belle cité. »

Signé, GUILLAUME, prince d'Orange.

Anvers, 25 octobre 1830.

§ III.

Tous les écrivains qui se sont occupés de la révolution belge se sont efforcés de réduire le rôle qu'a joué le prince d'Orange, tant à Bruxelles, au commencement

Digitized by Google

de septembre, qu'à Anvers, au moins d'octobre, aux proportions d'une affaire sentimentale, guidé qu'il était par une affection exclusive pour les Belges, et prêt à tout sacrifier pour leur cause, sa famille, et ses droits héréditaires à la couronne du royaume de Pays-Bas. Sans doute le prince avait une grande prédilection pour la Belgique, mais elle n'a jamais pu s'étendre jusqu'aux limites que ses partisans lui assignaient. D'ailleurs il suffit d'analyser sa conduite à Bruxelles et à Anvers pour faire raison du roman bâti à cette occasion. Le prince, par les sentiments réels ou simulés qu'il exprimait, était l'unique lien qui rattachât la Belgique à la Hollande. Il assumait, à l'égard de la première, la position que prennent d'ordinaire les princes héréditaires à l'égard des partis de l'opposition. Au début de l'insurrection, ainsi que nous l'avons démontré, le prince atteignit habilement le but qu'il s'était proposé; il obtint des notables et des chefs du mouvement le maintien de la dynastie, et l'assurance que tous s'effaceraient et paralyseraient la multitude, lorsque le moment serait arrivé de faire pénétrer dans Bruxelles l'armée du prince Frédéric. En retour, il promettait d'appuyer auprès de son père leurs vœux de séparation. Si sa mission aboutit à un désastre, on doit l'attribuer à une de ces causes qui ne pouvaient entrer dans les prévisions humaines : à la détermination prise par M. Pletinckx de résister, alors que lui-même, jusqu'au dernier moment, désespérait de pouvoir s'opposer à l'entrée des Hollandais. Sans la résolution prise par ce dernier, Bruxelles eût été occupé, l'ordre rétabli, la question de la séparation écartée, et le prince, dans l'histoire, aurait passé pour un habile politique.

La mission du prince à Anvers était d'une nature infiniment plus difficile. La révolution s'était consoli-

Digitized by Google

dée, l'armée des Pays-Bas était désorganisée et démoralisée; ne pouvant compter sur aucun secours étranger, il fallait au plus tôt aviser aux moyens d'arrêter les succès des révolutionnaires et d'en obtenir un armistice qui permît de réorganiser l'armée en Hollande. L'unique moyen pour le prince d'atteindre ce but, c'était encore de paraître en opposition avec le roi son père, d'épouser les intérêts des Belges, de se servir des rivalités des partis pour supplanter le gouvernement provisoire, et de se mettre à la tête de la révolution pour mieux la diriger dans les intérêts de la dynastie. Le roi, de son côté, pour l'aider dans ce rôle, désapprouvait publiquement sa conduite, en même temps qu'il flattait l'amour-propre des Hollandais en prenant des mesures qui lui assuraient leur appui. Cette politique, très-habile au fond, vint échouer contre l'opposition de M. de Potter et de M. Gendebien. Comme en septembre, pendant son séjour à Bruxelles, le prince organisa un vaste système de conspiration. Tout en négociant avec le gouvernement provisoire, il souleva contre son autorité les deux Flandres et le Hainaut.

Immédiatement après les journées de septembre, la garnison de Gand s'était retirée dans la citadelle, abandonnant la ville à la garde bourgeoise, qui refusait de reconnaître le gouvernement provisoire. Ses chefs, unis à la majorité des notables, voulaient lui opposer un gouvernement spécial pour les Flandres et arborer les couleurs particulières de ces provinces, jaune et noir. La guerre civile était imminente. Le gouvernement provisoire, pour en arrêter l'explosion et neutraliser l'influence qu'y exerçait le prince d'Orange, envoya, sur-le-champ, à Gand, l'un de ses membres, le comte F. de Mérode. A son arrivée, il fit convoquer, pour le 11 octobre, les états provinciaux, auxquels se joignirent un

Digitized by Google

grand nombre de notables. On lui déféra l'honneur de la présidence, et il fut assez heureux pour emporter leur adhésion aux faits accomplis de la révolution. L'assemblée décréta ensuite la formation *d'un comité provisoire de conservation*, qui se déclara en permanence.

C'était un grand pas de fait pour arriver à la paix; mais elle ne pouvait être complète qu'alors que la garde bourgeoise se soumettrait à l'autorité du comité. C'est ce à quoi celle-ci se refusait. Elle était maîtresse de la ville, et en bonne intelligence avec la garnison de la citadelle, qu'elle ravitaillait journellement. Elle n'avait pour adversaire que la multitude, qui se trouvait sans armes et qu'elle ne redoutait point. Pour terminer le débat, le gouvernement provisoire expédia, en toute hâte, au secours de la multitude, le vicomte de Pontécoulant, commandant de la légion parisienne, forte de 800 hommes. M. de Pontécoulant, quoiqu'appartenant à une des premières familles de France, était un aventurier dans toute la force de l'expression, prêt à servir toutes les causes, et d'une mobilité de caractère extraordinaire. Il eût été, dit un historien, feuillantiste sous Robespierre, jacobin sous le directoire, républicain sous l'empire, comme il avait été bonapartiste sous la restauration. La garde bourgeoise était décidée à s'opposer à son entrée en ville. La régence, craignant que son apparition ne fût le signal des plus grands malheurs, supplia le comte F. de Mérode de lui donner l'ordre de s'arrêter. Mais la multitude annulla cet ordre en se portant au devant de la légion parisienne, et en la forçant d'entrer en ville, aux cris de *Vivent les patriotes! vive la Belgique!* La lutte ne pouvait tarder à s'engager : la garde bourgeoise voulait persister à ravitailler la garnison; Pontécoulant s'y opposa avec énergie. Le 15 octobre, les volontaires, soutenus de la multitude,

Digitized by Google

attaquent la garde bourgeoise et la dispersent. Dès ce jour, l'autorité du gouvernement provisoire fut reconnue et la citadelle bloquée étroitement. Privée de vivres, en proie à des dissensions intestines, la garnison capitula, le 18 octobre, à des conditions honorables. Les officiers et soldats belges restaient dans la citadelle; les Hollandais rentrèrent en Hollande avec armes et bagages et une demi-batterie d'artillerie.

Au moment de la capitulation, Pontécoulant fut appelé à Bruges, qui était livré au pillage d'une populace soudoyée et entraînée par des émissaires. La garde bourgeoise, après une lutte sanglante, avait été repoussée par elle et forcée de lui laisser le champ libre. Ce fut, dit-on, un spectacle horrible, qui dura pendant toute la journée du 18 et la nuit suivante. « Pendant que les » hommes pillaient et entassaient leur butin sur la » place, afin de l'emporter chez eux, d'ignobles mé- » gères dansaient une ronde infernale. Des caves sont » pillées, des milliers de bouteilles sont distribuées à » la foule; ces femmes furieuses, pour boire plus vite, » cassaient les goulots, le verre brisé leur blessait la » figure et les mains, elles étaient inondées de sang et » de vin; mais la ronde continuait toujours, et ces » furies poussaient d'horribles cris de joie. Cette révol- » tante bacchanale durait encore le 19 à sept heures » du matin. » L'arrivée de Pontécoulant, suivi de 400 hommes et de 2 pièces d'artillerie, suffit pour disperser les pillards et rétablir l'ordre. Des mouvements partiels éclataient en même temps dans toutes les autres localités de la province. Mais l'énergie déployée à Bruges par le commandant des volontaires eut un retentissement qui imposa aux pillards et les força à rentrer dans le devoir.

Ce même jour, 18 octobre, toute la province du Hai-

Digitized by Google

naut se trouva livrée à la merci d'une populace non moins barbare que celle des Flandres. A Mons, on pillait les maisons des marchands de grains. Des bandes de pillards parcouraient les campagnes, envahissaient et dépouillaient les fermes. Une des plus belles usines qui existassent alors en Europe, celle de M. Degorge, à Hornu, défendue par ses ouvriers, fut prise d'assaut par 5 à 600 ouvriers du Borinage et détruite de fond en comble. Les habitants furent forcés de recourir aux armes. Des engagements eurent lieu. Des secours envoyés de Bruxelles mirent enfin un terme à ces scandaleux désordres, qui déshonoraient le pays et la révolution.

Don Juan Van Halen, le commandant des patriotes pendant les journées de septembre, fut arrêté comme le provocateur de ces brigandages, à l'aide desquels il voulait tenter une contre-révolution. Depuis son entrevue avec l'émissaire du prince d'Orange, le prince Koslowski, la conduite de Van Halen avait déjà paru suspecte à quelques membres du gouvernement provisoire.

Ces mouvements ayant échoué, il ne resta plus au prince qu'à laisser un libre cours aux événements, et à se retirer pour ne pas assumer la responsabilité des hostilités que le gouvernement provisoire était décidé à faire reprendre, non-seulement pour amener l'évacuation du territoire, mais pour donner satisfaction aux patriotes, qui commençaient à se plaindre de son inaction et à l'accuser de trahison.

Depuis le désastre éprouvé à Bruxelles, le gouvernement hollandais avait déployé la plus grande activité pour se mettre à l'abri d'une nouvelle défaite et tenir les patriotes en échec. Il confia les opérations militaires en campagne au duc de Saxe-Weimar, et la défense d'Anvers au général Chassé, tous deux officiers généraux d'expérience et d'une grande énergie.

Digitized by Google

Il fallait, avant tout, mettre Anvers à l'abri d'un coup de main. Quant à un siége régulier, les Belges étaient hors d'état de l'entreprendre. Anvers, la clef de la Belgique, devait être gardée à tout prix. Aussi longtemps que l'on en restait maître, on avait l'assurance de forcer tôt ou tard la révolution à capituler. Aussi, dans l'impossibilité où l'on se trouvait de prévoir qu'une place forte de premier ordre, comme Anvers, pût tomber au pouvoir des insurgés, le gouvernement provisoire se conduisit-il avec une grande imprudence, en ne faisant pas au prince des concessions qu'il pût accepter, et qui assurassent à la Belgique les bénéfices de ses premiers succès. Mais le destin avait prononcé son verdict : la déchéance de la maison de Nassau de toute souveraineté en Belgique. Le vertige s'était emparé des têtes les plus fortes. Les Hollandais prirent les mesures militaires les plus opposées aux vrais principes. Au lieu de concentrer à Anvers tous les débris de l'armée, d'en composer une forte garnison, on abandonna la garde de la ville à une force suffisante tout au plus à la défense de la citadelle. L'énergie du général Chassé en fut paralysée. Il fut forcé d'avoir recours à des mesures répressives extrêmes, que légitimait sa position exceptionnelle, et qui achevèrent de porter le dernier coup à la dynastie des Nassau. En attendant, le général Chassé fit exécuter toutes les mesures prescrites à l'approche de l'ennemi; il déclara, le 24 octobre, la ville d'Anvers en état de siége, et donne l'ordre de pratiquer les inondations qui font partie de son système de défense.

Afin de pouvoir expliquer les dispositions adoptées par les patriotes pour rentrer en campagne, il nous faut revenir sur nos pas au point où nous en étions resté précédemment.

Digitized by Google

Le prince Frédéric, en évacuant Bruxelles dans la nuit du 26 au 27, fit reprendre à son armée la position qu'elle occupait le 22 septembre, dans la plaine de Dieghem et d'Ever, ayant des avant-postes surveillant tous les débouchés de la ville. Il transporta son quartier-général à Vilvorde. Cette retraite s'était effectuée dans un tel ordre et un tel silence, que les patriotes ne s'en aperçurent qu'après avoir ouvert, dans la matinée, leur feu sur le Parc. Étonnés de ne pas y voir riposter, ils se hasardèrent à entrer dans le Parc même, mais avec circonspection, dans la crainte qu'on ne leur eût dressé un piége.

Lorsque la vérité fut connue, on s'empressa de compléter la défense, pour le cas où l'armée, dont la position menaçait toujours la ville, opèrerait un retour offensif.

Dans la journée du 28, l'alarme se répandit en ville : elle était occasionnée par un événement dont on ne put se rendre compte. Louvain était menacé d'une attaque et demandait des secours. Un corps hollandais, d'environ 8,000 hommes, avait fait son apparition à deux lieues de Bruxelles, sur la route de Louvain. Ce corps n'était autre que celui du général Kortheyligers, qui, repoussé le 23 septembre devant Louvain, avait fait un long circuit, ainsi que nous l'avons déjà dit, par Jodoigne, Wavre et Tervueren, pour rejoindre le prince. Il avait passé la nuit du 27 au 28 à Leefdael, et le 28, il traversait la chaussée de Louvain, à Cortenberg, à deux lieues de Bruxelles, pour rejoindre l'armée du prince entre Dieghem et Vilvorde. La tentative d'attaque sur Louvain ne put être autre chose que l'envoi d'un détachement pour se mettre en communication avec la division Kortheyligers.

Le 29 septembre, on passa à Bruxelles une grande

Digitized by Google

revue des combattants. On y compta 8,000 volontaires armés et 16 pièces d'artillerie attelées. Deux compagnies seulement de gardes bourgeoises y furent remarquées. On disposait en outre d'un parc de 30 pièces de campagne et d'une batterie d'obusiers.

Don Juan Van Halen organisa deux corps dont les commandements furent confiés à Moyard et à Niellon, qui entrèrent en campagne, ce même jour, 29 septembre, et occupèrent Vilvorde que l'ennemi évacua. Il projetait une attaque générale pour le forcer à se replier sur Anvers, lorsque, dans la nuit du 3 au 4 octobre, le gouvernement provisoire lui ordonna de suspendre son mouvement.

De son côté, le prince, par suite sans doute d'un arrangement conclu avec le gouvernement provisoire, fit rétrograder son armée et lui fit prendre des cantonnements à Walhem, Duffel, Lierre et Boom, couverts par la Nèthe et le Ruppel, ayant une avant-garde à Sempst sur la Senne. Il remit le commandement de l'armée au duc de Saxe-Weimar, et se retira ensuite à Anvers.

De part et d'autre, on avait mis à profit le temps employé aux négociations, la Hollande, pour organiser ses troupes, les patriotes pour en créer qu'ils pussent lui opposer en campagne. Le corps d'armée sous les ordres du prince Frédéric, y compris la division Kortheyligers, s'élevait, avant l'attaque de Bruxelles, à environ 16,000 hommes d'infanterie. Le départ des officiers et soldats belges, autorisé par le prince d'Orange, les pertes essuyées à Bruxelles, avaient réduit l'infanterie hollandaise en campagne à environ 7,000 hommes, non compris la cavalerie et l'artillerie.

A Bruxelles, les patriotes voulaient qu'on s'occupât activement de l'organisation de l'armée, pour faire face

Digitized by Google

au futur contingent des éventualités. M. Jolly, sous-lieutenant du génie retiré du service, s'en occupa d'abord dans la mesure de ses moyens, et, après quelques jours d'essai, remit le comité de la guerre au général Goethals, officier d'infanterie expérimenté, en même temps qu'organisateur distingué; il venait en outre, seul parmi les autres officiers-généraux, de donner des preuves incontestables de patriotisme. Mais l'influence du prince d'Orange, déjà toute-puissante à ce premier début de la révolution, réussit à lui faire abandonner un poste où seul il aurait pu rendre de grands services. Des chefs de volontaires, vendus au prince, se coalisèrent, entraînèrent quelques dupes, se plaignirent au gouvernement provisoire de l'ordre et de la discipline sévère que le général voulait introduire dans leurs rangs, et obtinrent facilement sa retraite. M. Jolly reprit pour quelques jours le comité de la guerre qu'il ne tarda pas à remettre au capitaine du génie Goblet, que le prince envoya d'Anvers à Bruxelles. Pour détourner tout soupçon sur la nature de sa mission, le gouvernement hollandais le considéra comme ayant illégalement quitté l'armée. A la conclusion définitive des différends entre la Belgique et la Hollande, le roi Guillaume fit parvenir à M. Goblet sa démission honorable du service des Pays-Bas. M. Goblet n'inspira donc aucune défiance aux patriotes; officier distingué, il fut dans l'espace de quelques jours successivement élevé au grade de colonel, de général et chargé du portefeuille de la guerre. On comprend quelle devait être la nature de sa mission : elle coïncidait avec le projet, arrêté de concert entre la diplomatie, quelques membres du gouvernement et d'autres personnages, de promouvoir le prince à la souveraineté de la Belgique, en dépit de l'opposition qu'elle rencontrait pour le mo-

Digitized by Google

ment, et qu'on espérait vaincre avec le temps. Dans cet ordre d'idées, l'armée qu'on allait créer devait être un instrument uniquement destiné à paralyser les forces des patriotes, et à les combattre à l'occasion. Pour atteindre ce but, on confia le commandement des corps aux officiers qui donnaient des gages de leur attachement au prince.

On retarda l'organisation des corps par les formes lentes et étudiées de l'administration, et en voulant donner à ces corps une tenue irréprochable et régulière; en un mot, on s'occupait beaucoup plus de la coupe des habits que de la nécessité de créer rapidement des régiments qui pussent entrer en campagne. Tout cela était calculé et fait à dessein. Les patriotes neutralisaient cette influence par leur activité, leur énergie et la prépondérance dont ils jouissaient encore dans le conseil du gouvernement provisoire. Ils organisèrent environ 5,000 hommes en bandes plus ou moins régulières, une batterie d'artillerie, et en confièrent le commandement à trois étrangers, par défiance pour les officiers nationaux. Ce furent le général Mellinet, Niellon et Kessels.

Mellinet avait commandé, à la bataille de Waterloo, une brigade de la jeune garde. Sous le gouvernement de la seconde restauration, il avait été condamné à mort pour complicité au complot qui avait ramené Napoléon en France. Il s'était réfugié à Bruxelles, où ses opinions ne tardèrent pas à se modifier. De partisan du despotisme impérial, il devint républicain. Lorsque sonna l'heure de la révolution de Juillet, qui l'autorisa à rentrer en France, il préféra rester en Belgique, attendant le moment d'y servir la cause de la république. Déjà sur le retour de l'âge, il avait conservé une grande énergie. Il était d'une intrépidité calme que rien ne pou-

Digitized by Google

vait ébranler, et possédait le talent rare de captiver la confiance de ses volontaires indisciplinés, sans rien perdre de son autorité. Dépourvu des talents militaires qui distinguent les généraux de second ordre, il possédait l'expérience du métier, qu'il avait acquise dans la longue carrière qu'il avait parcourue sous l'empire français.

Niellon, au moment où éclata la révolution belge, se trouvait à Bruxelles comme directeur d'un théâtre d'enfants, au moyen duquel il s'était fait une réputation dans toutes les capitales de l'Europe. Ancien sous-officier de cavalerie au service de France, emporté par son ardeur et par l'enthousiasme qu'avait fait naître la révolution de Juillet, considérant d'ailleurs les Hollandais comme des Prussiens, dont on était en train de démolir l'œuvre politique élevée par eux en 1815, il se précipita, en Français et sans réflexion, au milieu de la mêlée, et fit bravement le coup de feu au Parc.

Kessels, Hollandais de naissance, avait servi comme sous-officier d'artillerie dans l'armée des Pays-Bas. Marié à une femme du pays, il avait parcouru l'Europe, pendant les dernières années, exposant dans les capitales le squelette d'une baleine. Il déploya dans le combat du Parc une audace qui lui valut, d'emblée, d'être choisi comme chef des combattants.

Les négociations entre le prince et le gouvernement provisoire ayant été rompues, Mellinet et Niellon reçurent l'ordre d'attaquer les Hollandais. Le 22 octobre, ils se réunirent en conseil avec quelques autres chefs patriotes. La clef des positions occupées par les troupes sous les ordres du prince de Saxe-Weimar, était le pont de Walhem, qu'il suffisait de démolir pour rendre le passage du Ruppel infranchissable. Ce point était d'ailleurs occupé par la majeure partie des forces ennemies.

Digitized by Google

On convint, en conséquence, qu'on forcerait l'ennemi d'abandonner la position de Walhem, en menaçant ses derrières et en tournant son aile gauche. A cet effet, il fallait tenter une attaque sur Lierre, et, au centre, menacer la position de Duffel.

Niellon, en vertu de ces dispositions, quitta Mellinet et se dirigea sur Lierre, dont l'occupation devait servir de signal aux autres attaques. L'impatience des volontaires en décida autrement. Le 23, à la pointe du jour, des chefs audacieux, suivis d'un petit nombre d'hommes, se jetèrent dans quelques bateaux, en amont et en aval du pont de Walhem, traversèrent la rivière sans opposition et se jetèrent sur les flancs de la position ennemie. Mellinet, mettant à profit la confusion que répandait dans les rangs de l'ennemi le passage imprévu de la rivière, s'avança, à la tête de sa troupe, vers le pont, bravant le feu de son artillerie et de son infanterie, et le força à se retirer sur Contich. Le lendemain, Mellinet, après avoir fait sa jonction avec le corps du centre, qui avait passé la Nèthe à Duffel, repoussa l'ennemi de Contich, d'où il se replia sur le faubourg de Berchem, où il rallia tous ses détachements. Le 25, Mellinet l'aborda dans cette position avec une vigueur extraordinaire; la résistance fut des plus opiniâtres; l'ennemi céda. Le succès fut chèrement acheté : le comte Frédéric de Mérode, Juvenal, artiste distingué, Niellon jeune, Van Eeckhout et une foule de jeunes gens de la plus belle espérance, étaient tombés sous les coups de la mitraille ennemie.

Sur ces entrefaites, Niellon s'était emparé par surprise de Lierre. Le prince de Saxe-Weimar, attachant une grande importance à l'occupation de cette ville, couverte d'un fossé rempli d'eau, et voulant la garder aussi longtemps qu'on était disposé à tenir la campa-

Digitized by Google

gne, se transporta avec rapidité, de son aile droite à son aile gauche, avec l'élite de ses troupes. Sa droite, à Berchem, avait un point d'appui et une retraite assurée dans la place d'Anvers. Niellon, surpris à l'improviste par un adversaire audacieux et entreprenant, disposant de forces supérieures aux siennes, se trouvait dans une position fort dangereuse. Si le prince emportait la place, ce qui était à peu près certain, il lui était loisible de tomber sur les derrières de Mellinet, et la révolution courait le risque d'avorter entre le pont de Walhem, le théâtre de sa récente victoire, et les murs d'Anvers, où était encore le prince d'Orange. Mais, grâce à la perplexité, à l'indécision qui régnaient, dès le début de la révolution, dans les conseils supérieurs, au moment d'ordonner l'assaut, le duc de Saxe-Weimar reçut l'ordre du prince Frédéric d'abandonner son projet et de se replier sur la frontière hollandaise. Le duc, au désespoir de se voir frustré d'un succès à peu près certain, voulut briser son épée et abandonner son commandement.

Niellon, attribuant la retraite du duc à de tout autres motifs, à la contenance ferme avec laquelle il s'apprêtait à recevoir son assaut, se mit aussitôt à sa poursuite, puis, prenant à gauche, il rejoignit Mellinet, dans la soirée du 25, sous les murs d'Anvers.

Le 26, tous les volontaires belges se trouvèrent ainsi réunis sous les murs d'Anvers. Ils étaient en possession des grands faubourgs de Berchem et de Borgerhout. La multitude, apprenant la présence des patriotes, s'insurgea et désarma d'abord quelques militaires isolés. Des hommes armés se portèrent vers la place de l'hôtel de ville, où ils attaquèrent une troupe de Hollandais formés en bataillon carré. La garde communale, réunie à la troupe, se retira dans les étages de l'hôtel

Digitized by Google

de ville. Après une vive fusillade, le peuple se rendit maître de ce poste et fit un grand nombre de prisonniers. Ce succès enflamma son courage, augmenta le nombre de ses auxiliaires, et l'encouragea à aller attaquer les postes établis aux portes de la ville.

Le lendemain 27, la lutte recommença avec la même ardeur. Secondé par une attaque à l'extérieur, le peuple se rendit enfin maître des deux portes et introduisit les patriotes dans la place.

« Une terreur panique, » dit M. White, « semblait en ce moment s'être emparée de toute la garnison, qui, abandonnant en toute hâte toute la ligne des ouvrages intérieurs et extérieurs, excepté les lunettes de Saint-Laurent, de Kiel et une partie de l'arsenal, se retira dans la citadelle, poursuivie par Niellon et Kessels, qui la chargèrent le long des remparts et mirent en pièces la porte de Malines, par laquelle entra Mellinet, au bruit de hourras étourdissants. Dans ce moment, les autorités parurent, apportant avec elles les clefs de la ville, et vinrent ainsi s'offrir à la dérision des chefs patriotes, qui réclamaient l'honneur d'un assaut. Encouragés par leurs succès, les volontaires poursuivirent rapidement leurs ennemis, qui fuyaient jusque sous le glacis de la citadelle. Ainsi, en moins de deux heures, cette ville de guerre imposante et si importante, qui pouvait résister à l'attaque régulière d'une armée de 50 mille hommes, et qui avait une garnison et une flotte suffisantes pour réprimer tout mouvement populaire à l'intérieur, fut irrévocablement arrachée à la couronne.

» Dans cette circonstance, le général Chassé commit une de ces fautes graves qu'il est si nécessaire d'éviter lors d'un tumulte populaire. Au lieu de concentrer ses masses et de rappeler ses petits détachements pour prévenir qu'ils ne fussent défaits et pris l'un après

Digitized by Google

l'autre; au lieu d'occuper en force les points les plus importants, spécialement les portes, et de les protéger par des barricades et des retranchements, précaution d'autant plus essentielle, qu'à cette époque les barricades étaient le grand instrument du triomphe populaire; au lieu de tenir ses réserves prêtes à se mouvoir en colonnes serrées et de balayer ainsi les rues et les remparts, il les divisa en faibles patrouilles, ne fit garder les portes que par un nombre de soldats qui n'allait guère au delà de la garde ordinaire, et exposa ainsi ses hommes à être harassés, démoralisés et vaincus en détail.

» L'opinion générale, à cette époque, était que Chassé avait résolu de saisir le premier prétexte pour sacrifier une partie de la ville à la jalousie du commerce hollandais, et qu'il s'était empressé de retirer sa garnison pour pouvoir exécuter ce barbare projet. La régence, espérant conclure un armistice, envoya un parlementaire à la citadelle, accompagné d'un délégué du gouvernement provisoire et de quelques-uns des consuls étrangers. Leur mission réussit, et Chassé ayant conclu une convention verbale, le drapeau blanc fut à l'instant même hissé. Ceci ayant été observé par Mellinet et Kessels, ils résolurent d'envoyer à la citadelle pour connaître la nature de cette négociation, et pour réclamer le droit de la ratifier.

» Mais ils furent renvoyés aux autorités civiles, et informés par le général hollandais qu'il ne voulait ni les reconnaître ni entrer en communication avec les chefs rebelles. Enorgueillis de leur triomphe, et indignés de la réception faite à leurs envoyés, les chefs patriotes se rendirent à l'hôtel de ville où un officier avait été envoyé par Chassé pour conclure un arrangement définitif avec la municipalité. Là, Mellinet et Niellon avan-

Digitized by Google

cèrent que, la ville ayant été prise d'assaut, il n'existait plus de régence, et qu'ils étaient la seule autorité compétente. Alors, déclarant tout arrangement antérieur nul et non avenu, ils dressèrent un projet insolent de capitulation, qui fut rejeté avec indignation par Chassé. En même temps, le délégué du gouvernement provisoire produisit le document suivant qui leur donnait l'autorisation d'agir en son nom :

Le gouvernement provisoire de la Belgique,

Comité central,

Autorise M. Van der Herreweghe à prendre possession de la ville et de la citadelle d'Anvers et à les faire occuper au nom du peuple belge.

Bruxelles, 26 octobre 1830.

Signé, de Mérode, etc.

» On trouverait difficilement dans l'histoire des guerres civiles un document aussi audacieux que celui qui résulte de ce peu de lignes. Qu'une forteresse comme Anvers, ayant une garnison nombreuse et choisie, commandée par un chef brave et expérimenté, avec une flotte dévouée et formidable stationnée à une portée de fusil de ses quais ouverts; une forteresse placée immédiatement sous les canons de cette célèbre citadelle que le duc d'Albe avait élevée menaçante contre le peuple; ayant une grande quantité de ses respectables habitants et de la garde communale fermement attachés au gouvernement, et formant un point militaire et politique d'une si haute importance que sa conservation était une nécessité vitale; qu'une telle forteresse ait pu être abandonnée presque sans résistance, c'est déjà une chose presque incompréhensible: mais que le gouvernement patriote ait pu espérer un semblable triomphe

Digitized by Google

et donner à un délégué le pouvoir de prendre possession de la place et de la citadelle, c'est certainement un des plus singuliers et des plus hardis épisodes de la révolution; et pourtant le général qui la commandait a été regardé en Europe comme un modèle de fermeté et de science militaire. Si le général Chassé avait possédé une partie de l'énergie et des talents que l'opinion générale lui accordait, Anvers et peut-être la Belgique seraient encore maintenant sous la domination hollandaise...

» Tout ce qu'on sait des incidents qui donnèrent lieu au bombardement, c'est qu'une multitude de volontaires, la plupart ivres, et tous dans l'état le plus violent d'exaltation, qui s'étaient répandus dans les rues voisines de la citadelle et de l'arsenal, aperçurent quelques soldats aux fenêtres de ce dernier édifice, les insultèrent d'abord et finirent par tirer sur eux. On répondit aussitôt à cette attaque, et le feu devint très-vif des deux côtés. Les Belges firent avancer une pièce de 6 pour tirer sur la porte de l'arsenal, que les volontaires attaquèrent bientôt à coups de hache; et ils s'élancèrent tout de suite dans l'intérieur de l'édifice où ils firent plusieurs prisonniers.

» Justement exaspéré de cette infraction à un traité dont Niellon, Mellinet et Kessels étaient responsables, Chassé fit diriger le feu de 2 ou 3 pièces sur le ravelin et le bastion qui font face à l'arsenal. Mais n'ayant pas réussi, et l'attaque dirigée contre ce bâtiment continuant, il fit baisser le drapeau blanc et donna le signal de l'action, convenu avec la flotte qui consistait en 8 bâtiments de guerre formant une ligne de 90 bouches à feu. »

Nous avons tenu à reproduire, en grande partie, la relation de M. White au sujet du bombardement d'An-

Digitized by Google

vers, parce qu'elle reflète exactement l'opinion générale du moment, et qu'elle nous met à même d'y redresser ce qu'il y a d'erroné.

Lorsque le gouvernement provisoire ordonna la reprise des hostilités, la Hollande ne disposait plus que d'environ 7,000 hommes d'infanterie pour faire face, en campagne, aux volontaires belges. C'est le chiffre auquel les évalue M. White, et nous avons lieu de croire qu'il est exact. Il évalue de même l'effectif de la garnison d'Anvers à 7,000 hommes. Ce chiffre est exagéré; elle se composait de 3 bataillons du 10e régiment, d'un du 7e, de deux du 9e régiment, d'un détachement de troupes coloniales et de quelques compagnies d'artillerie, qu'on peut évaluer, au maximum, à 5,000 hommes. Or, tout militaire initié à l'art de la défense des places fortes conviendra que ce nombre était insuffisant pour la garde de la place et de la citadelle, alors surtout qu'on devait considérer la multitude comme hostile au gouvernement. Le général Chassé n'a donc eu en vue que de conserver la citadelle, et de se maintenir dans la place aussi longtemps que cela serait possible, sans trop compromettre les troupes.

La bravoure et l'intrépidité de Chassé n'ont pas besoin d'être discutées. Déjà, au service de France, ses soldats lui avaient donné le surnom de *général baïonnette*, parce qu'il leur défendait de faire usage de leurs cartouches. Servant sous ses ordres, nous l'avons remarqué se distinguant, à Waterloo, parmi tous les généraux de division. Enfin, dans le dernier siége de la citadelle d'Anvers, attaquée par une des premières armées, il s'est fait une réputation européenne. Voilà pour sa bravoure. Quant à ses capacités, analysons rapidement ses dispositions. A l'approche des volontaires, il se contente de garder les portes de la place et

Digitized by Google

l'hôtel de ville, et appelle à son aide la garde communale. Les remparts sont désarmés : preuve évidente qu'il ne songeait pas à défendre la ville, car quelques canons bien dirigés eussent promptement fait justice de toute troupe qui eût osé tenter d'y pénétrer à découvert. Lorsqu'il vit que la multitude se mettait de la partie, que la garde communale était trop faible ou trop peu disposée à la réprimer, il n'eut que deux partis à prendre: ordonner à ses postes de rentrer dans la citadelle, ou bien s'engager avec sa faible garnison dans des combats de rues, où tout le désavantage eût été pour lui, alors surtout qu'il ne disposait que de jeunes miliciens, récemment rentrés à leurs corps. Il repoussa, avec raison, ce dernier parti, qui mettait en danger la conservation de la citadelle, soit par les pertes que les combats des rues lui feraient essuyer, soit par la crainte d'une surprise pendant que ses troupes séraient engagées au centre ou à une des extrémités de la ville. Il choisit donc le parti le plus rationnel, celui de se renfermer dans la citadelle, et en ordonnant aux postes de se replier devant des forces supérieures. Dans cette circonstance, le gouvernement, seul, fut blâmable. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, il aurait dû, immédiatement après la reprise des hostilités, rallier sous les murs d'Anvers toutes les troupes qui lui restaient en campagne, et là tenir ferme jusqu'à ce que l'armée fût réorganisée en Hollande.

Abordons la question du bombardement. Tous les gouvernements ont prévu la nécessité de créer des lois spéciales pour régler la conduite des généraux commandant les places fortes. Toute infraction est punie de la peine de mort. Ils répondent sur leur tête de la conservation de la place. Une brèche ouverte, un seul assaut livré, ne suffit pas pour les justifier. L'état de

Digitized by Google

siége annule le droit commun, il confère aux gouverneurs des pouvoirs illimités. La population se soulève-t-elle? il faut qu'ils emploient pour la réprimer tous les moyens à leur disposition. Ainsi, dès le 26, lorsqu'une partie de la population se souleva en armes, ne pouvant et ne devant pas exposer sa faible garnison à la combattre, le général Chassé avait non-seulement le droit de faire bombarder la ville, mais il devait l'ordonner sous peine d'exposer sa tête à la vengeance des lois militaires. S'il ne le fit pas, c'est que, sans doute, ses instructions lui recommandaient d'épargner la ville, aussi longtemps que la citadelle ne se trouverait pas compromise. Aussi n'hésite-t-il pas un moment à ordonner le bombardement quand il s'aperçoit que les volontaires s'attaquent à l'arsenal et aux avant-postes de la citadelle.

La conduite de Mellinet, Niellon et Kessels, à l'occasion de l'armistice conclu par la régence, l'indiscipline de leurs soldats, tout, en un mot, justifie Chassé au point de vue des lois militaires. Si, dans ce moment, il eût eu un seul moment de faiblesse, il aidait à la démoralisation des soldats hollandais, démoralisation qui n'était déjà que trop grande. Il avait devant les yeux l'exemple de toutes les autres places tombées au pouvoir des patriotes, parce que les généraux s'étaient laissé intimider, et il ne voulait point se déshonorer aux yeux de l'Europe. Nous le répétons, il ne fit que son devoir. Quant au gouvernement hollandais, s'il a ordonné au général Chassé de suivre à la lettre les prescriptions militaires, il n'a fait que ce que tout autre gouvernement eût fait à sa place. Anvers et sa citadelle avaient pour lui la plus haute importance politique : dans ce moment, c'était la Belgique tout entière. Aussi sommes-nous d'accord avec M. White, lorsqu'il dit

Digitized by Google

qu'il ne comprend pas comment le général Chassé, lorsqu'on vint le supplier de faire cesser le feu, n'ait pas exigé, au préalable, l'évacuation de la place par les volontaires. L'histoire rendra justice aux généraux hollandais; ils ont fait preuve d'humanité jusqu'à ce point d'avoir mérité d'être accusés de faiblesse.

Envisagé au point de vue de l'humanité, le bombardement d'une grande ville comme Anvers n'en reste pas moins un événement horrible. La génération de 1830, entraînée par ses passions, par la lutte qu'elle soutenait pour son indépendance, ne fut que trop portée à le juger sous une seule face, comme un acte de vengeance, d'inhumanité, commis de sang-froid pour sacrifier la métropole du commerce belge à l'avidité des négociants d'Amsterdam et de Rotterdam. L'histoire, plus calme, plus impartiale, réduira cet événement aux proportions que nous venons de lui donner, à un acte que les lois et l'honneur militaires imposaient au général Chassé, pour la conservation du poste qui lui était confié.

Nous n'entrerons pas dans les détails des calamités qui affligèrent, dans la nuit du 27 au 28, la population de la ville d'Anvers. La terreur, la confusion et le désespoir régnaient partout. Des colonnes de fugitifs, hommes, femmes et enfants, couvraient toutes les routes, abandonnant une ville en proie à tous les éléments destructeurs. Dans la journée du 28, M. Rogier parvint, non sans peine, jusqu'au général Chassé qui consentit à un armistice : « à la condition que ses troupes ne » seraient pas davantage inquiétées, déclarant que, à » la moindre agression, il recommencerait le feu. »

« Le mal causé à la ville, en général, dit M. White, par le bombardement, a été fort exagéré, car, à quelques accidents près, les quartiers du centre et les quar-

Digitized by Google

tiers éloignés souffrirent peu. D'un autre côté, le feu étant principalement dirigé sur l'arsenal et l'entrepôt, tous les bâtiments qui composent l'ancienne église de Saint-Michel et la plus grande partie des rues environnantes, furent convertis en un monceau de ruines..... La flotte fit peu de mal à la ville : les boulets de son artillerie passaient sur la ville pour aller tomber dans la campagne. »

§ IV

Le désastre que la métropole commerciale de la Belgique venait d'essuyer, clôt en quelque sorte les hostilités et ouvre l'ère des négociations diplomatiques, qui seront bien plus laborieuses que la conquête de l'indépendance n'a été difficile.

La révolution de Juillet forme la transition d'un système de politique s'appuyant exclusivement sur le principe absolu et divin, base de l'antique royauté, à un système de politique moins exclusif qui admet la participation de la souveraineté nationale dans la création des monarchies modernes, au moyen de constitutions déterminant les libertés des peuples et les prérogatives des princes. La première sur le continent, la France venait de promulguer une charte basée sur ces principes. L'Angleterre, devançant tous les peuples, possédait, depuis 1688, une constitution qui servit de modèle à celle que le peuple français venait d'adopter, mais qui dans plusieurs de ses parties n'était plus en harmonie avec les besoins de la société et les progrès qu'elle avait faits

Digitized by Google

depuis un demi-siècle. Le mouvement qui venait de se produire en France eut son contre-coup en Angleterre, et allait bientôt forcer le parti tory à céder la place aux whigs, les héritiers directs des révolutionnaires de 1688. Ces deux révolutions, dont l'une venait de se dénouer par l'insurrection, et dont l'autre allait l'être par des voies pacifiques et légales, devaient, dans l'avenir, unir les deux plus puissantes nations du globe, jusque-là ennemies acharnées et séculaires. Cette union toutefois n'avait des chances de durée que pour autant que la France renonçât à ses traditions de conquête et de propagande. C'est ce que comprit parfaitement Louis-Philippe qui, le premier, inaugura un système politique ayant pour but d'étendre l'influence de la France, en propageant le système constitutionnel et libéral, et en attirant dans son orbite, par l'identité des intérêts, les puissances secondaires qui l'entourent. D'une part, la révolution de Juillet, en rapprochant l'Angleterre de la France, isolait sur le continent l'Autriche, la Russie et la Prusse, et les rendait impuissantes à rien entreprendre contre elle : la Sainte-Alliance des rois, contractée en vue de s'opposer aux prétentions des peuples à entrer en partage de la souveraineté, se trouva dissoute de fait. D'autre part, l'influence de la révolution française sur leurs propres sujets les inquiétait à juste titre : la Pologne, l'Italie allaient se soulever ; divers États secondaires de l'Allemagne réclamaient avec énergie des constitutions, et montraient par leur attitude qu'ils sauraient bien les conquérir, si l'on mettait de la mauvaise volonté à les leur accorder.

Tel était l'état de l'Europe au moment où les révolutions de Juillet et de Septembre venaient d'éclater. Les hommes du mouvement en France et en Belgique, autrement dits les révolutionnaires, politiques improvisés, ne

Digitized by Google

comprirent rien à cette évolution de système, qui était un progrès réel et immense pour l'humanité, puisqu'au système de conquête par la violence, on substituait la conquête pacifique par la propagande des idées constitutionnelles. Hommes violents pour la plupart, emportés par l'amour-propre et la vanité, ils s'opiniâtraient dans leurs idées, et voulaient entraîner la France dans une guerre de propagande révolutionnaire, qui, sans aucun doute, aurait eu une issue plus malheureuse que celle de 1792; car la providence se montre avare des grandes individualités comme celle de Napoléon Ier, pour conduire les révolutions à bon port. Dans tous les cas, la Belgique en eût été la première victime : victorieuse, la France l'incorporait; vaincue elle rentrait sous le joug de la Hollande,

La situation de la Belgique était des plus périlleuses, et pour en juger il suffit de jeter un coup d'œil rapide sur les divergences d'opinions et d'idées qui se firent jour parmi les personnages appelés à diriger le gouvernail de l'État au milieu de la tempête révolutionnaire.

M. de Potter, arrivé au comble de la popularité, ne devait pas tarder à éprouver la mobilité des passions populaires et l'envie qui s'attache à toute personnalité qui a su s'élever, un moment, au-dessus du niveau normal de ses concitoyens. Bientôt il confirmera la vérité de ce vieux dicton : la roche tarpéïenne est près du capitole. Les circonstances et les événements l'avaient élevé au premier rang de ses concitoyens. La révolution, il pouvait la considérer comme son œuvre; il l'avait provoquée; il avait souffert, pour elle, l'emprisonnement et l'exil. Aussi tous ses collègues s'inclinèrent-ils, au premier abord, devant sa personne, et lui offrirent-ils le fauteuil de la présidence au gouvernement provisoire. Quoique naturellement simple et modeste dans sa vie pri-

Digitized by Google

vée et publique, M. de Potter, en sortant triomphant de sa lutte avec Guillaume Ier et son gouvernement, en était venu, à son insu, à croire à l'infaillibilité de ses opinions. La conduite des chefs du mouvement pendant la première période de l'insurrection, le confirmait dans la supériorité de ses vues sur les leurs. Dans sa correspondance, ainsi que nous l'avons démontré, il les avait durement gourmandés au sujet de leur timidité, et avait tourné en ridicule la *révolution légale* qu'ils prétendaient opérer. Tous les avis qu'il leur avait transmis étaient, il faut l'avouer, marqués au coin du bon sens, et si les armes hollandaises eussent été victorieuses, les meneurs, qui cherchaient à le tenir à l'écart, auraient amèrement déploré de ne pas les avoir suivis.

Jusque-là la position de M. de Potter était la plus belle qu'un citoyen puisse ambitionner; le peuple remettait ses destinées entre ses mains. Assumera-t-il le rôle d'un homme d'État, qui tient compte de l'influence de la diplomatie, des préjugés et des besoins des peuples? S'arrêtera-t-il, en ce qui concerne les libertés, au seuil de l'utopie? L'histoire a déjà répondu pour nous. Philosophe spéculatif, se laissant emporter par les passions du moment et par le souvenir du traitement que la royauté lui avait infligé, la réflexion semble l'avoir abandonné. Il ne voyait de salut pour le pays que dans l'établissement de la république, et, sans tenir compte de l'ignorance des masses, de l'influence que le clergé romain exerçait sur elles, il voulait inaugurer les institutions les plus radicales. Enfin, par une de ces contradictions qui sont l'apanage de la nature humaine, se plaçant au-dessus de la volonté du peuple, au-dessus du futur congrès qui aurait été son organe, il voulait, comme M. de Lamartine en 1848, trancher les questions fondamentales de l'existence future de la Belgique. Pour

Digitized by Google

un républicain métaphysicien, c'était se mettre en opposition avec tous les principes sur lesquels s'appuie la souveraineté du peuple.

M. de Potter se présentait ainsi au comité central avec des idées exclusives et préconçues qu'il défendait avec une opiniâtreté qui rappelle le fameux député s'écriant à la tribune de la convention : « périssent les » colonies plutôt qu'un principe, le monde plutôt que » la justice ! » Il voulait l'établissement de la république, repoussait toute influence étrangère, et, voyant devant lui le terrain déblayé, il voulait créer un ordre social qui réalisât les idées les plus avancées, sans tenir compte des traditions anciennes ayant encore leurs racines dans l'esprit du peuple, de l'ignorance et des préjugés de toutes les classes, et de la solidarité qui lie tous les peuples de l'Europe entre eux et à laquelle aucun ne peut se soustraire sans s'exposer aux attaques d'une coalition qui menacerait son existence. En un mot, M. de Potter se posait en novateur politique, en niveleur radical. Sur ce terrain, il devait se heurter à deux hommes populaires aussi à des degrés divers, et non moins exclusifs dans leurs opinions.

M. Alexandre Gendebien, issu d'une famille patricienne du Hainaut, était un jurisconsulte distingué, et en possession d'une position sociale et d'une fortune qui le mettaient en relief parmi ses concitoyens. Homme d'action, doué d'une grande énergie, il avait rallié autour de sa personne tous les jeunes gens capables d'entraîner la population. Dominé exclusivement par sa haine pour le régime hollandais, il n'avait qu'un but, celui d'en affranchir à tout prix son pays. Subissant à son insu l'influence qu'exerçait encore, à cette époque, le souvenir de l'empire, il n'entrevoyait, une fois la révolution opérée, qu'un moyen de salut, celui de rat-

Digitized by Google

tacher la Belgique à la France. Cette opinion, partagée par beaucoup d'hommes éminents en France et en Belgique, puisait sa justification dans la situation où se trouvait l'Europe et dans les idées politiques du jour. La révolution de Juillet, disait-on, ne pourra se consolider qu'à la suite d'une guerre générale. Si la France n'en prend pas l'initiative, les puissances du Nord saisiront le prétexte de la révolution belge pour la devancer.

Dans cet ordre d'idées, la Belgique devait nécessairement ou rentrer sous le joug de la Hollande ou être incorporée à la France. Ce qui prouve que cette opinion était assez fondée, c'est que Guillaume Ier, conseillé par les souverains du Nord, y est resté fidèle pendant dix ans. M. Gendebien était donc naturellement amené à repousser avec force les idées politiques de M. de Potter, surtout son projet de république, lequel tendait à éloigner de la Belgique la France, la seule puissance qui pouvait lui prêter aide et protection. Un peu plus tard, lorsqu'il vit tous les partis se coaliser pour amener la restauration, ce fut un motif de plus pour l'engager à persévérer dans l'idée que la France seule pourrait sauver le pays. Comme conséquence de ces idées, il voulait qu'on poursuivît les hostilités contre la Hollande, et qu'on tirât tout le parti possible des premiers succès obtenus. Il voulait aussi qu'on abandonnât au congrès et au temps la solution des questions d'ordre social, objets bien secondaires, il faut l'avouer, si on les compare à l'incertitude de la situation dans laquelle on se trouvait et aux graves événements qui pouvaient surgir d'un moment à l'autre. Il est certain que si l'on avait donné suite aux idées de M. Gendebien, que si, profitant de l'espèce de désarroi dans lequel l'Europe se trouvait momentanément plongée à la suite des révolutions de Juillet et de Septembre, on se fût emparé de la forte-

Digitized by Google

resse de Maestricht, dépourvue de moyens de défense, de la Flandre zélandaise et d'une partie du Brabant septentrional, la position de la Belgique eût été bien autrement favorable, lorsqu'il se serait agi de négociations.

M. de Potter rencontrait en la personne de M. le comte Félix de Mérode un adversaire non moins intraitable. Naturalisé Français, M. de Mérode s'était empressé d'accourir en Belgique à la réception des premières nouvelles de la révolution, comme un ancien souverain dépossédé, pressé de rentrer en possession de sa couronne. En présence des hommes qui l'avaient devancé, M. de Mérode, « tenant à la fois, comme le dit » fort bien M. de Potter, de l'esprit dominateur du » prêtre et de l'outrageuse superbe du grand vassal, » dut modérer quelque peu ses prétentions; il se contenta de croire qu'il était le tuteur naturel de l'État, et assuma ostensiblement le rôle de défenseur de l'Église et de la noblesse. Quoique grand seigneur par la naissance, il ne se distinguait ni par ses manières ni par son langage qui était souvent d'une excentricité vulgaire. Quand le besoin de sa cause l'exigeait, il descendait, sans peine, au niveau des révolutionnaires les plus passionnés, et ne leur cédait en rien sous le rapport de la turbulence. Sa popularité s'appuyait sur le souvenir de son frère mort en combattant pour la révolution. Aussi ne tarda-t-il pas à exercer une influence qui démontra combien le prestige de la noblesse avait laissé de traces dans l'esprit du peuple.

Si M. de Mérode était un aristocrate hautain, un catholique fanatisé, imbu de l'esprit d'une autre époque, M. de Potter se posait en démocrate radical, professant une indifférence complète en matière de religion. Ils se ressemblaient cependant par plus d'un trait de caractère : par l'exclusivisme de leurs idées, par l'opi-

Digitized by Google

niâtreté avec laquelle ils les défendaient et cherchaient à les faire prévaloir. De là une antipathie que rien ne pouvait vaincre.

M. de Mérode, tout en entravant la mise à exécution des idées et des projets démocratiques de M. de Potter, n'était pas éloigné de transiger avec la maison d'Orange. Dans ce dessein, il lui présenta un grand personnage français, chargé, paraît-il, de la part de son gouvernement, d'ouvrir à ce sujet des négociations. M. de Potter, dans ses Mémoires, dit qu'il repoussa les ouvertures de ce personnage, sans citer son nom.

Les deux autres collègues de M. de Potter, MM. Van de Weyer et Ch. Rogier, tous deux jeunes avocats, étaient redevables de leur position à la part qu'ils avaient prise au mouvement. Esprits positifs et distingués, le premier se faisait déjà remarquer par une finesse qui le rangera bientôt parmi les diplomates les plus distingués; le second, plus actif, plein d'énergie, parcourra une longue carrière ministérielle avec distinction et un désintéressement rare. Ils prirent dans le comité une attitude de médiateurs, et se mirent, dès l'abord, en garde contre les idées exclusives de leurs collègues; ils comprirent que le salut du pays consistait dans l'adoption d'un système de transaction à l'extérieur et à l'intérieur. Le temps et l'expérience sont venus confirmer la justesse de leurs vues.

Tels étaient les personnages appelés à présider, en ces circonstances critiques, aux destinées du pays. Trois opinions, quant à la politique extérieure, se disputaient la prééminence : l'établissement de la république, la réunion à la France, la transaction avec les grandes puissances. En ce qui concerne les institutions, la puissance populaire dont jouissait M. de Potter, forçait tous ses collègues de le suivre sur le terrain des libertés les plus illimitées.

Digitized by Google

A la distance où nous nous trouvons de cette époque, il serait futile d'entrer dans de plus grandes particularités au sujet des divisions qui existaient dans le gouvernement provisoire, et dont l'histoire ne s'occupera pas davantage. Rentrons dans l'ordre des faits.

Dès le 4 octobre, le comité exécutif, malgré l'opposition de M. de Potter, et en l'absence de M. Gendebien qui était en mission à Paris, trancha les grandes questions à l'ordre du jour. Elles furent formulées comme suit : 1° La Belgique se formera-t-elle en État indépendant? 2° Quelle forme de gouvernement adoptera-t-on? 3° La séparera-t-on entièrement de la maison de Nassau?

La solution de ces questions devait être soumise au congrès représentant la souveraineté générale, qui fut convoqué pour le 8 novembre. Mais, par une sorte de déférence pour M. de Potter, le comité proclama, dans ce même arrêté « que les provinces belges, violemment » détachées de la Hollande, constitueront un État indé- » pendant. » Au même moment, la commission de constitution arrêta qu'on adopterait la forme monarchique.

Pour lors, M. de Potter ne se fait plus aucune illusion. Il médite sa retraite qu'il exécutera quelques semaines plus tard. En attendant, dit-il dans ses Mémoires, « je voulais que nous renversassions le plus » possible des obstacles qui s'étaient jusqu'alors oppo- » sés à notre émancipation et à nos progrès. Je sentais » bien que nos successeurs n'auraient ni le courage ni » la force de revenir sur nos réformes; et notre consti- » tution, une des moins imparfaites qu'il y ait, entière- » ment puisée pour tout ce qu'elle a de bon dans les » arrêtés du gouvernement provisoire pendant le mois » d'octobre, prouve assez que j'ai eu complétement rai- » son. — Quoi qu'il en soit, je n'eus point de repos que » mes collègues n'eussent arrêté et signé avec moi : la

Digitized by Google

» suppression de la direction de la police, considérée
» comme une usurpation sur les pouvoirs municipaux;
» la liberté d'enseignement en tout et pour tous; l'abo-
» lition de la loterie; la liberté d'association; la liberté
» de la presse et des cultes; la liberté entière des théâ-
» tres; l'abolition de la haute police, etc., etc. »

Tous les membres du comité déployèrent une de ces activités extraordinaires dont les hommes ne sont capables qu'au milieu des grandes crises sociales qui semblent décupler leur force et leur énergie. Dans l'espace de quelques semaines, ils posèrent les bases de l'organisation d'une armée, réorganisèrent l'administration et la justice, et formèrent plusieurs commissions ayant pour objet l'instruction publique, le commerce, etc., etc.

Ce travail de réorganisation ne leur fit point perdre de vue les moyens de se ménager des protecteurs à l'extérieur. Si la Russie, l'Autriche et la Prusse nous étaient décidément hostiles, on pouvait, du moins, compter sur la France, et peut-être aussi sur l'Angleterre, à en juger, du moins, par les sympathies que le peuple de ce pays venait de témoigner à la France, à la suite de sa révolution.

M. Gendebien, envoyé en mission à Paris, dès la fin de septembre, afin de sonder le terrain, se présenta au roi et aux ministres avec des idées préconçues.

Dépassant ses instructions, selon M. de Potter, il leur proposa la réunion de la Belgique à la France, et, sur leur refus, il demanda le duc de Nemours pour roi des Belges. Sur ce second point, il ne reçut pas une réponse plus favorable. On se contenta de lui assurer qu'on maintiendrait le principe de non intervention, aussi longtemps que la lutte resterait circonscrite entre les Belges et les Hollandais. Le ministère français se main-

Digitized by Google

tint dans une prudente réserve, et communiqua immédiatement, paraît-il, à lord Aberdeen les propositions de l'envoyé belge.

En Angleterre, la révolution belge était défavorablement jugée. Le ministère tory était encore au pouvoir. Lorsqu'il connut les démarches de M. Gendebien auprès du cabinet du Palais-Royal, ses dispositions envers la Belgique s'en ressentirent. Dans son discours d'ouverture du 2 novembre, le roi de la Grande-Bretagne se prononça à ce sujet d'une manière menaçante. Cependant, dès lors, tout indique que les gouvernements anglais et français s'étaient mis d'accord pour terminer la question belge au moyen des négociations, en mettant le prince d'Orange sur le trône belge, et, en désespoir de cause, tout autre prince qui leur donnerait des garanties pour le maintien de la Belgique dans une situation politique modifiant peu au point celle qu'on lui avait assignée en 1814 en l'unissant à la Hollande.

Afin de détruire le mauvais effet produit par la mission de M. Gendebien à Paris, et de dissiper les erreurs répandues à dessein sur le mouvement révolutionnaire en Belgique, le comité s'empressa d'envoyer en Angleterre l'un de ses membres les plus habiles et les plus propres à se réconcilier avec son gouvernement. M. Van de Weyer arriva à Londres, le 4 novembre, et se mit immédiatement en communication avec les lords Aberdeen et Wellington, auprès desquels il exerça une influence des plus favorables en faveur de la cause nationale.

A ce moment, la diplomatie européenne s'était réunie à Londres pour régler les destinées de la Belgique. Dès le commencement d'octobre, le roi Guillaume avait réclamé l'intervention armée de toutes les puissances signataires des traités de Paris et de Londres. Le 17

Digitized by Google

octobre, lord Aberdeen, répondant au ministre hollandais, refusa l'envoi de troupes, annonça la prochaine réunion des cinq cours, et déclara que le but principal du gouvernement britannique tendait à empêcher que la révolution n'aboutît à une guerre générale. Le 21 octobre, M. Falck, ministre plénipotentiaire à Londres, adressa à lord Aberdeen une nouvelle note des plus pressantes pour obtenir des plénipotentiaires à Londres un armistice entre la Belgique et la Hollande. Il termina sa note en disant : « En conséquence, j'ai été chargé » d'insister auprès de vous pour que les plénipoten- » tiaires de la Grande-Bretagne et des autres puissan- » ces, appelés à s'occuper à Londres de l'œuvre de *la* » *médiation*, soient engagés à déclarer dans le plus bref » délai un armistice durant lequel les choses resteront » de part et d'autre sur le pied actuel, et qui ne finira » que pour être remplacé par les nouveaux arrange- » ments dont on sera convenu dans l'intervalle. *Une* » *telle déclaration, qui sera reçue avec reconnaissance par* » *le gouvernement que je représente*, ne peut manquer » d'être également accueillie et respectée par les insur- » gés de la Belgique. »

Le 4 novembre 1830, la conférence de Londres rédigea le premier numéro de cette longue série de protocoles qui dénouèrent pacifiquement toutes les difficultés que la révolution belge avait fait surgir. Par ce protocole, la conférence proposait la cessation des hostilités, et assignait à la Hollande, comme ligne d'armistice, les limites qu'elle avait avant la réunion. Elle s'attribuait en même temps *le droit de faciliter la solution* des questions politiques. Elle consacrait ainsi en sa faveur le principe de l'intervention. Le 10 novembre, tous les membres du gouvernement provisoire adhérèrent au protocole n° 1 ; mais avec cette réserve qu'il entendait par la ligne d'ar-

Digitized by Google

mistice, *les limites qui, conformément à l'art. 2 de la Loi fondamentale des Pays-Bas, séparaient les provinces septentrionales des provinces méridionales, y compris la rive de l'Escaut.* Les délégués de la conférence auprès du gouvernement provisoire n'admirent ce paragraphe que comme une simple observation.

Ce même jour, 10 novembre, fut marqué à la fois par la cessation des hostilités et la prise de Venloo par le général Daine, ainsi que par l'ouverture du congrès national. Toutes les opinions s'y firent jour. « Trois générations, dit l'historien du congrès national, s'y donnaient rendez-vous pour fixer les destinées de la patrie. Aucune classe n'avait obtenu la prépondérance ; toutes avaient fourni des représentants. La vieille noblesse allait s'asseoir à côté des jeunes publicistes. Le clergé et le commerce, le barreau et l'agriculture, la magistrature et l'industrie, allaient se confondre sur les mêmes bancs. »

M. de Potter rédigea et prononça le discours d'ouverture ; c'était le résumé des griefs, tels qu'ils avaient été si souvent articulés dans la presse, en regard desquels il mettait en relief les libertés illimitées qui redressent chacun d'eux. Ce travail était celui du publiciste spéculatif et non de l'homme d'État pratique. La situation politique du pays et la question de l'indépendance nationale y étaient traitées sans profondeur de vue : « Nous jugeâmes, dit-il, que la libre Belgique » devait fonder son indépendance par ses propres for- » ces, toujours prêtes à se tourner contre quiconque » voudrait entraver ce droit sacré. » Un homme d'État, parlant au nom d'une nation de 20 millions d'âmes, ne se serait pas autrement exprimé.

M. de Potter était encore dominé, à ce moment, par le souvenir de sa lutte contre le gouvernement des

Digitized by Google

Pays-Bas, et par les illusions nées d'une victoire facile. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup d'œil rapide sur les résultats acquis. A quelques mois de distance, l'armée belge, en butte à la trahison, est battue par l'armée hollandaise, et le pays sauvé d'une restauration par une armée française; — la Belgique forcée de se soumettre à un traité de paix qui lui impose le démembrement, une indépendance éphémère ou une neutralité perpétuelle sous la garde des cinq grandes puissances, se réservant ainsi le droit d'en disposer à leur gré dans un futur remaniement territorial de l'Europe; — le payement d'une large part de la dette hollandaise et exclusion du commerce des colonies; — enfin des libertés illimitées, qui semblaient devoir constituer une compensation pour tous les sacrifices qu'elle se résignait à subir, et qui constituent aujourd'hui un danger pour son existence sociale, menacées qu'elles sont par le clergé, qui veut en conquérir le monopole pour reconstituer le moyen âge. Tel est le bilan de la révolution de 1830, et tel était le résultat à prévoir du moment où l'on se refusait à capituler avec la maison d'Orange. En résumé, la révolution belge n'a abouti qu'avec l'appui de la France; seule, celle-ci en a retiré un résultat avantageux, que l'avenir se chargera de faire ressortir.

Tous les collègues de M. de Potter, considérant le congrès comme une émanation directe de la souveraineté du peuple, se décidèrent à lui remettre le pouvoir révolutionnaire dont ils s'étaient emparés pendant la bataille. M. de Potter, seul, fut d'un avis contraire : considérant le gouvernement provisoire comme antérieur et supérieur au congrès, il refusa de s'y soumettre. Au risque d'affaiblir encore le parti national déjà débordé par le parti de la restauration, il donna sa

Digitized by Google

démission et se retira immédiatement en dépit des efforts de M. Ch. Rogier pour le retenir.

M. de Potter, par philosophie, par l'impossibilité de faire prévaloir ses idées, par dégoût pour les intrigues, dont aucun régime, monarchique ou démocratique, n'est affranchi, s'éloigna de l'arène politique, où il n'aurait jamais dû mettre le pied, ainsi qu'il l'avoue lui-même dans ses Mémoires. Dès lors commença pour lui l'isolement et l'oubli, qui accompagnent toujours les puissances déchues. Emporté par son caractère et par ses passions, il rentra dans la lice par une voie détournée, et ne put se résoudre à ne plus exercer d'influence sur les affaires publiques. Ses ennemis, ses anciens collègues, oubliant les services qu'il avait rendus, ne tenant compte que de leurs rancunes personnelles, violèrent, à son égard, ces mêmes principes de liberté qu'il venait d'inaugurer, saisirent le premier prétexte qu'il leur offrit pour ameuter contre sa personne cette même multitude qui l'encensait la veille encore, et le forcèrent une seconde fois à se retirer en exil. A quelques mois de distance, il éprouva de la part du régime démocratique qu'il avait aidé à fonder, la même rigueur que lui avait fait subir le roi Guillaume. Comme philosophe, il dut trouver dans ce rapprochement matière à de profondes méditations.

M. de Potter succomba et devait succomber dans la lutte qu'il avait provoquée. Il força à se liguer contre sa personne des adversaires profondément divisés entre eux, mais d'accord pour combattre ses idées et ses projets : orangistes, libéraux, clergé, parti français, et la diplomatie européenne. Il se méprit complétement sur le caractère du peuple, qui l'abandonna le jour où il prétendit le faire entrer dans un courant d'idées sociales, dont ce dernier ne put comprendre ni apprécier la

Digitized by Google

portée. Il a éprouvé le sort de tous les novateurs qui n'ont point tenu compte des préjugés, des traditions, de la mesure d'intelligence des peuples dont ils voulaient se faire les législateurs. On commence à reconnaître aujourd'hui que la république dont M. de Potter voulait l'introduction en Belgique, que même le système constitutionnel, ne sont applicables qu'aux peuples parmi lesquels l'individualisme est fortement développé, là où chaque citoyen est suffisamment instruit de ses devoirs et de ses droits pour remplir les uns et exercer les autres d'une manière tout à fait indépendante. Autre erreur : il crut fonder la république en s'alliant intimement au parti catholique, l'ennemi le plus invétéré de l'individualisme, et qui ne lui prêta momentanément son concours que pour abattre Guillaume Ier, sauf, après le combat, à confisquer à son profit les libertés qui, pour lui, n'avaient été que des armes de guerre. Au milieu de la lutte, des esprits sages ne laissèrent pas de prophétiser le résultat que la révolution aurait pour la Belgique ; mais la violente réaction qu'avaient fait naître en Europe le despotisme du premier empire et, peu après, la Sainte-Alliance, enflammait toutes les têtes et donnait pleine carrière aux passions. M. de Potter fut une des personnifications de l'esprit, des tendances de son époque ; là est la cause de sa popularité momentanée, et là, aussi, est sa justification.

L'installation du congrès termine la première période de la révolution. La retraite de M. de Potter laisse M. Gendebien seul en face du parti qui veut transiger, et en face de la faction orangiste en possession de l'administration, de l'armée, et guidée par le ministre d'Angleterre, qui semble n'être que le délégué du prince d'Orange.

La révolution de Pologne, les mouvements populaires

Digitized by Google

en Italie et en Allemagne, qui paralysaient l'action des puissances du Nord, enhardirent le gouvernement français et l'engagèrent à modifier sa politique. Il revint à ses anciennes traditions, qui consistent à entraver au nord de la France l'érection de toute puissance pouvant dans l'avenir créer des obstacles à son développement. Après s'être rallié au projet d'une restauration partielle sous le prince d'Orange, laquelle n'aurait jamais été qu'une transition pour arriver au rétablissement du royaume des Pays-Bas, il songea dès lors à faire monter sur le trône belge un prince étranger, et à opérer une scission complète entre les Belges et les Hollandais. Il adopta, en conséquence, une politique double, l'une occulte, l'autre ostensible. Pendant qu'à la conférence, à Londres, le prince de Talleyrand semblait parfaitement d'accord avec les autres puissances, le ministre français, à Bruxelles, reçut l'ordre d'appuyer secrètement M. Gendebien et d'entraver les projets orangistes. Celui-ci, fort de cet appui, comptant sur les volontaires, sur tous les hommes de la révolution, tiendra en échec le parti de la restauration, fera avorter les conspirations et dominera le congrès, dans les circonstances décisives, jusqu'au jour où, abandonné de la France, il verra celle-ci se rallier franchement aux autres puissances pour favoriser l'avénement du prince Léopold de Saxe-Cobourg au trône de la Belgique.

M. Gendebien, par son énergie et par sa persévérance, peut revendiquer l'honneur d'avoir sauvé son pays d'une restauration sans conditions ni garanties [1].

P.-A. HUYBRECHT.

[1] Nous renvoyons pour la suite de *la Révolution belge*, à l'*Histoire politique et militaire de la Belgique*, *de* 1830 *à* 1831, publiée, en 1856, par M. Huybrecht, chez les libraires Decq et Tarlier.

Digitized by Google